



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Port

- Le Havre : un port pilier de l'économie, mais un lien citoyen à réinventer (Gazette de Normandie)
- MSC, le premier transporteur maritime au monde, va installer au Havre son siège France, en 2028 (Ouest France)
- Le premier transporteur maritime mondial, MSC, va installer son siège social français au Havre (France Bleu)

Eolien

- Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large (Paris Normandie)
- Éolien en mer. Le parc de Fécamp dépasse ses objectifs et alimente plus de 800 000 personnes (Courrier Cauchois)

Sécurité

- Seine-Maritime. Trois profanations d'églises en quelques jours dont une en pays de Caux (Courrier Cauchois)
- Près du Havre. Ils viennent de Paris tenter de voler un container sur le port en pleine nuit (Courrier Cauchois)
- À Rouen, une manifestation du syndicat Alliance pour dénoncer une police "abandonnée" (France Bleu)
- « Il y a un désaveu » : à Rouen, des policiers manifestent pour alerter sur le manque de moyens (Paris Normandie)
- "On est arrivé à un point de rupture" : "épuisés" de faire plus avec moins, les policiers manifestent à Rouen (France 3)
- Plusieurs centaines de policiers rassemblés à Rouen ce samedi (76 actu)
- Tentative d'homicide à Grand-Couronne : deux familles rivales s'affrontent violemment (Paris Normandie)
- Petit-Couronne : une boulangerie victime d'un braquage à main armée (France Bleu)
- Au Havre, ils cultivaient 61 plants de cannabis dans leur pavillon (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Rouen : une métropole stratégique et attractive pour les entreprises (Gazette de Normandie)
- Le Havre : de Mazeline à Navalis, plusieurs projets vont voir le jour boulevard Winston-Churchill (Paris Normandie)
- Gamaches et Guimerville : les salariés de Pochet du Courval en grève pour leurs salaires (Paris Normandie)

Social et société

- Un projet d'antenne-relais à Longuerue trouble le village près de Rouen (Paris Normandie)
- + 5,2 % en un an : en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi progresse en 2025 (France 3)
- Rouen dégringole dans le classement des villes où il fait bon vivre, Le Havre grimpe encore (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- Investissements. Région et Département débloquent plus de 25 millions d'euros pour transformer Fécamp et son agglomération (Courrier Cauchois)
- « Notre territoire doit devenir pilote dans l'économie décarbonée », ambitionne l'Agence d'urbanisme du Havre (Paris Normandie)
- Près de Rouen, cette ville veut interdire les camions en centre-ville « avant un accident » (76 actu)
- Quels sont les changements attendus dans le port de Dieppe en 2026 ? (Paris Normandie)
- À Rouen, le rush en mairie avant la clôture des inscriptions sur les listes électorales (Paris Normandie)
- Tramway dans l'agglomération du Havre : un médiateur à la rencontre des riverains du chantier (Paris Normandie)
- Plateau de Caux : 6,8 M€ pour « protéger » le territoire et préparer l'arrivée de nouveaux habitants (Paris Normandie)
- À Yvetot, l'ancien tribunal d'instance pourra-t-il être transformé en logements ? (Paris Normandie)

Environnement

- Attention, cette rivière près du Havre polluée par des hydrocarbures est interdite d'accès (76 actu)

Religion

- Rouen. Eglises profanées, assassinat du père Jacques Hamel... Mgr Dominique Lebrun revient sur ces faits marquants (Tendance Ouest)
- L'archevêque de Rouen « très inquiet » après des profanations et une tentative d'incendie dans une église (76actu)
- Dans le diocèse de Rouen, 2026 sera marquée par la commémoration des 10 ans de l'assassinat du père Hamel (Paris Normandie)

Politique

- Municipales 2026 : à Yvetot, l'enjeu de rendre la ville plus attractive (France Bleu)
- Élections municipales 2026. Statu quo ou alternance à Sotteville-lès-Rouen ? Voici les forces en présence (76 actu)
- Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Les trois oppositions de droite font liste commune, à Eu (Paris Normandie)

Santé

- Suspectée d'avoir confié les soins à ses assistants, une orthodontiste de Rouen poursuivie pour une vaste escroquerie (Ouest France)
- Chirurgienne orthodontiste poursuivie à Rouen : « La qualité des soins n'a jamais été mise en doute » (Paris Normandie)

Justice

- Le narcotrafiquant Abdelkader Bouguettaia, originaire du Havre, condamné à vingt ans de prison (Ouest France)
- Narcotrafic : le Havrais « Bibi » condamné à 20 ans de prison et un million d'euros d'amende (76Actu)
- Rouen : la chambre de l'instruction vire au cours de droit en pleine audience (PARis Normandie)

Éducation

- Criquetot-l'Esneval. Cyberharcèlement, réseaux sociaux : ce collège teste le "Permis cyber" pour protéger ses élèves (Courrier Cauchois)

Acteurs publics

- Budget 2026 : le gouvernement défend sa méthode face aux accusations "d'économies douteuses" de la droite
- 86 000 fonctionnaires retraités de l'État ont été affectés par des dysfonctionnements dans le paiement des pensions
- Chorus, IA, données : comment l'informatique financière de l'État se projette vers l'avenir

Le Havre : un port pilier de l'économie, mais un lien citoyen à réinventer

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Aletheia Press / B.Delabre

Le port du Havre ne se limite plus à ses terminaux commerciaux ; il redevient un point névralgique de la souveraineté nationale.

Comme l'a rappelé le vice-amiral d'escadre Benoit de Guibert lors de ses vœux le 16 janvier, la zone Seine-Maritime fait l'objet d'une surveillance renforcée en 2026. Dans ce "théâtre maritime stratégique", 45 % des sondés placent le port au cœur de l'identité locale, décrivant une ville moderne et esthétique. Pourtant, malgré cette fierté, 88 % des répondants avouent n'avoir aucun lien direct avec ce monde clos.

Économie et énergie : la cohabitation de l'horizon 2050

Le port est perçu par 86 % des citoyens comme un levier économique majeur. Ce dynamisme doit désormais composer avec

l'extension des parcs éoliens offshore, dont celui de Dieppe-Le Tréport prévu pour l'automne 2026. Si 77 % des répondants mesurent l'importance des activités portuaires, le défi réside dans la cohabitation entre croissance industrielle, transition énergétique et protection du milieu marin. Cette mutation vers 2050 nécessite un dialogue accru pour lever les inquiétudes environnementales (pollutions, nuisances) qui émergent chez une partie de la population.

400 ans de la Marine : l'opportunité de briser l'isolement

L'année 2026 marque également le 400ème anniversaire de la Marine nationale. Cet événement historique, qui prévoit des journées portes ouvertes au Havre, tombe à point nommé pour combler le déficit d'image noté par l'enquête. Des acteurs comme Haropa Port ou le Le Havre Port Center restent méconnus des jeunes générations. Ces célébrations offrent une occasion unique de rapprocher les citoyens des métiers de la mer et de transformer cette curiosité passive en une véritable compréhension des enjeux de défense et de logistique.

Ce diagnostic pose les bases d'un dialogue indispensable entre habitants, acteurs portuaires et autorités militaires. Pour que le port reste le moteur du dynamisme normand, l'avenir doit s'écrire à travers une meilleure information et une participation citoyenne renforcée. L'enjeu est clair : faire en sorte que chaque Havrais se sente acteur d'un littoral qui, entre éolien et surveillance stratégique, n'a jamais été aussi crucial pour le pays.

MSC, le premier transporteur maritime au monde, va installer au Havre son siège France, en 2028

Guillaume Sallard

5-7 minutes

MSC, le premier armateur mondial, a décidé d'installer son siège social français au Havre (Seine-Maritime). Dans un bâtiment neuf de huit étages, qui serait construit sur un des parkings du terminal ferry. La livraison des travaux est prévue en 2028.



MSC, le premier transporteur maritime mondial, va installer son siège social français dans le port du Havre (Seine-Maritime), premier port français pour le trafic de conteneurs devant Marseille et Dunkerque. | ARCHIVES OUEST FRANCE/STÉPHANE GEUFROI

Modifié le 31/01/2026 à 15h31 Publié le 31/01/2026 à 13h12
Actuellement installé à Puteaux (Hauts-de-Seine), MSC, le numéro 1 mondial du transport maritime, a décidé d'implanter son siège social français au Havre (Seine-Maritime), le premier port français pour le trafic de conteneurs. Dans un bâtiment neuf de huit étages, de 10 000 m², dont la construction devrait démarrer en cet été 2026, [expliquent nos confrères du *Marin*](#).

L'instruction du dossier, déposé auprès des services de l'urbanisme de la Communauté urbaine du Havre Seine Métropole, touche à sa fin, avec une probable attribution d'un permis de construire en

février ou mars 2026. La livraison des travaux est prévue en 2028. Le choix a été fait d'un bâtiment en hauteur, avec deux étages réservés au stationnement des voitures, en raison du peu de terrain disponible à proximité du bassin de la Citadelle. Il sera bâti sur une des parkings du terminal transmanche, à faible distance de l'[École nationale supérieure maritime](#) (ENSM), édifiée par le même architecte : l'agence parisienne Aia life.

Un plan d'investissements de plus d'1 milliard d'euros

L'implantation du siège social dans la cité Océane est la suite logique du vaste plan d'investissements de plus d'1 milliard d'euros décidé par sa filiale portuaire TIL sur ses deux terminaux de Port 2000, afin de tripler leur capacité.

D'ailleurs, Haropa Port, qui regroupe les ports maritimes du Havre et de Rouen, ainsi que le port fluvial de Paris sur la Seine, a annoncé, mercredi 21 janvier 2026, [une hausse du nombre de conteneurs à hauteur de 4 %](#).

Avec 3,2 millions de conteneurs, Haropa devance les ports de Marseille (Bouches-du-Rhône) et Dunkerque (Nord) en termes de tonnages transportés.

Le premier transporteur maritime mondial, MSC, va installer son siège social français au Havre - ICI

Amélie Bonté

4-5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Dimanche 1 février Fête des Ella

Dimanche 1 février Fête des Ella

Le leader mondial du transport maritime MSC va installer son siège social France au Havre en 2028 © Maxppp - Featurechina

Publié le vendredi 30 janvier 2026 à 20:00

Le leader mondial du transport maritime, la compagnie italo-suisse MSC, va installer son siège social français au Havre. Actuellement il est situé à Puteaux en région parisienne. La construction du nouveau bâtiment au Havre est prévue cet été.

C'est une bonne nouvelle pour le port du Havre ! D'après les informations du [Journal des entreprises](#), confirmées par ICI Normandie, le [premier armateur mondial, MSC](#), va installer son siège social France au Havre. **Le permis de construire du futur bâtiment est bien en cours d'instruction** à la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole. L'emplacement prévu se situe **autour du bassin de la Citadelle**, c'est-à-dire juste à côté de l'ENSM, l'École nationale supérieure maritime, et du siège social de Seafrigo qui a d'ailleurs emménagé là-bas en 2024. **Les travaux devraient donc commencer à l'été prochain** pour une livraison du bâtiment prévue en 2028.

La suite logique des investissements MSC au Havre

On parle là d'un **bâtiment de 10 000 m²**, de quoi accueillir plusieurs centaines de salariés de MSC, dont le siège social France se situe actuellement à Puteaux en région parisienne. Pour l'instant au Havre, premier port français pour le trafic de conteneurs, l'armateur possède un bureau secondaire, au centre de commerce international, quai Georges V.

L'implantation de ce siège social dans la cité Océane s'inscrit dans la logique et **la continuité des investissements réalisés ces dernières années par MSC au Havre** : un milliard d'euros sur les terminaux maritimes havrais avec notamment [ces neuf portiques géants installés](#), pour décharger toujours plus de conteneurs sur Port 2000. D'ailleurs HAROPA a annoncé ce mois-ci une **hausse record du trafic de conteneurs** : + 4 %, soit plus de 3,2 millions de conteneurs qui ont transité par le port du Havre et l'Axe Seine en 2025.

- [Entreprises](#)
- [Emploi – Travail](#)
- [Port](#)
- [Mer - océan](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Tout cet été, ICI Normandie vous propose une série de portraits sur les travailleurs de la mer. Huitième épisode avec les militaires du sémaphore du Cap de la Hève au Havre.

Le 22/08/2025 à 05:00

- Tout cet été, ICI Normandie vous propose une série de portraits sur les travailleurs de la mer. Sixième épisode avec un officier de port en vigie, à la capitainerie du port du Havre.

Le 08/08/2025 à 14:46

- Certains quais du port du Havre ont été électrifiés. Les bateaux de croisière peuvent désormais s'y raccorder au réseau terrestre, et ainsi rester alimentés sans avoir à faire tourner leur moteur. Le premier navire a été branché ce jeudi, et le site portuaire havrais est un des pionniers en France.

Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large

Paris Normandie

4–5 minutes



Les fondations des éoliennes du futur parc offshore Dieppe/Le Tréport continuent d'être implantées au large. À ce jour, onze ont déjà été installées.



Publié: 1 Février 2026 à 14h57 Temps de lecture: 2 min

Avec la nouvelle année, les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport (EMDT) reprennent, au large de la côte d'Albâtre. Au programme : la poursuite de la pose des fondations des éoliennes. « *Le navire Innovation, armé par l'armateur DEME, mobilisé depuis le 23 janvier, a fait escale à Cherbourg pour y charger les fondations en attente sur le port* », indique-t-on chez EMDT.

Jusqu'à présent, « *onze fondations ont été installées sur le site en mer ; douze fondations sont à Cherbourg et sont concernées par la reprise des travaux ; les trente-neuf autres fondations seront acheminées et installées progressivement* ». C'est la barge *Albatros* qui assurera leur transport entre Fécamp et Cherbourg. « *L'Innovation effectuera quant à lui des rotations entre le port de Cherbourg et la zone du parc en mer, pour charger, transporter et installer les fondations deux par deux.* » La surveillance du chantier est confiée aux navires *Goury* (Benjamin Bon Travaux Maritime) et le *TSM Bergen* (Thomas Services Maritimes).

Mise en service fin 2026

À terme, le parc sera constitué de 62 éoliennes ; [une sous-station électrique en mer](#) qui centralisera l'électricité produite et en élèvera la tension pour l'injecter sur le réseau ; une base d'exploitation et de maintenance à Dieppe ; une base vie temporaire installée au 14 rue Charles-Blond à Dieppe, bâtiment de chantier et de logistique qui accueille l'équipe mobilisée à terre pour la phase construction.

Fin 2026, les 62 éoliennes d'une puissance de 8 MW chacune produiront de l'électricité grâce à l'énergie du vent. Situé à 17 km de Dieppe et à 15,5 km du Tréport, ce parc éolien en mer d'une puissance totale de 496 MW produira environ 2000 GWh par an, soit l'équivalent de la consommation électrique annuelle des deux tiers de la population de Seine-Maritime (850 000 personnes).

Lire aussi

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

[Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971](#)

[L'école d'infirmiers et aides-soignants de Dieppe ouvre ses portes ce samedi 31 janvier](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe Le Tréport \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Éolien en mer. Le parc de Fécamp dépasse ses objectifs et alimente plus de 800 000 personnes

Charles Turcant

~2 minutes

Mis en service en mai 2024, le parc éolien en mer de Fécamp (capacité d'environ 500 MW) présente l'objectif de fournir la consommation électrique de 770 000 personnes, soit 60 % de la population de Seine-Maritime.

Des chiffres déjà dépassés en 2025

Un chiffre dépassé en 2025 puisque, sur toute l'année, EDF explique que le parc a produit "*plus de 1,78 TWh (térawattheure) d'électricité bas carbone*", soit l'équivalent de la consommation électrique de plus de 800 000 personnes. Cet objectif atteint, et même dépassé, c'est un peu grâce au vent... mais pas uniquement.

Maintenance et optimisation au cœur de la performance

"Ces bons résultats sont le fruit de l'engagement continu de l'équipe du parc qui assure la maintenance au quotidien et a su optimiser l'ensemble des 71 turbines qui composent le parc ainsi que la sous-station électrique en mer", salue Pierre-Emmanuel Guillot, l'un des dirigeants du secteur éolien en mer chez EDF Power Solutions. Les équipes du parc s'attèlent à maintenir cette bonne planification des opérations de maintenance, en précisant bien que, même si elles produisent plus que prévu, les éoliennes ne seront pas usées plus vite pour autant.

Seine-Maritime. Trois profanations d'églises en quelques jours dont une en pays de Caux

Ghislain Annetta

~2 minutes

Lors d'une conférence de presse donnée ce vendredi 30 janvier à l'Archevêché, Monseigneur Dominique Lebrun, archevêque de Rouen a annoncé que trois églises avaient été profanées en quelques jours dans le département. Outre celle de [Saint-Sever](#), déjà évoquée par notre journal, il y a également celle d'Orival près d'Elbeuf et une en pays de Caux, à Clères.

Une tentative d'incendie

Hier soir, le curé de la paroisse a découvert qu'une tentative d'incendie était perpétrée dans l'église catholique Saint-Waast de Clères. Le ou les auteurs se sont servis des nappes de l'autel pour commettre leur forfait. L'ampleur des dégâts n'est pas encore connue. *"Tout va bien, nous pensons que c'est un acte volontaire mais je n'y vois pas un acte anti religieux, rassure le père Romain Duriez. L'enquête suit son cours, il y a eu des auditions ce matin. Nous n'avons aucun indice pour le moment. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il n'y a pas eu de vandalisme, les statues n'ont pas subi de dégâts. Les sapeurs-pompiers et la gendarmerie sont rapidement intervenus."*

De son côté, Monseigneur Dominique Lebrun se dit très peiné et inquiet que l'on s'en prenne ainsi à des lieux de culte, que tout chrétien a la liberté de fréquenter. Il ne souhaite pas les fermer même pour les protéger.

Près du Havre. Ils viennent de Paris tenter de voler un container sur le port en pleine nuit

Charles Turcant

3–4 minutes

Lundi 26 janvier, lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal, en fin de matinée, la procureure Soizic Guillaume a rappelé qu'il n'y a pas que le trafic de stupéfiants qui parasite la vie du port et sa zone d'activité économique. Il y a aussi le vol de fret. L'après-midi, un exemple concret était jugé lors d'une audience de comparution immédiate, avec deux prévenus originaires de la région parisienne.

"Qu'est-ce qui vous amène à venir conduire un tracteur sur le port ?"

Dans la nuit du 22 décembre 2025, ils avaient tenté de dérober un container d'une valeur de 150 000€ sur un parking d'Oudalle. A l'intérieur : des parfums, cosmétiques et autres chaussures.

"Qu'est-ce qui vous amène à venir conduire un tracteur sur le port du Havre, à 2 heures du matin ?", interroge le président. Le chauffeur du tracteur (26 ans) est évasif à la barre. Dans le box, celui qui semble avoir servi de relais pour organiser ce vol (35 ans) est plus loquace. Il explique qu'une connaissance lui parle d'un *"petit travail payé au black"*. *"Il ne m'a pas parlé d'un vol. Je ne savais même pas ce qu'il y avait dans le container"*, ajoute l'homme, chargé de trouver quelqu'un ayant un permis pour gros véhicules. Il sollicite le second prévenu.

Ce dernier conduit le tracteur qui doit prendre en charge le container, tandis qu'il est accompagné par des individus qui sont cagoulés et gantés. *"Je n'avais pas conscience de pourquoi on m'avait fait venir. J'ai commencé à être pris de panique"*, indique le chauffeur du tracteur. Informées de l'intrusion sur le port, les forces de l'ordre arrivent sur les lieux. Plusieurs individus parviennent à s'enfuir : pas le conducteur du tracteur, ni le trentenaire. L'avocat de ce dernier évoque la possibilité d'une arnaque à l'assurance autour du vol de ce container, avec une *"victime auteur"* et un banc des

parties civiles désert à l'audience : *"Si les prévenus veulent juste voler un container, pourquoi venir au Havre ? Il y en a plein là où ils habitent en banlieue parisienne."*

- **A lire aussi.** [Bolbec. "Ce n'est plus de l'amour, c'est de la folie" : il continuait de harceler son ex et sa famille](#)

Un prévenu déjà incarcéré

Toutefois, la situation du prévenu n'est pas idéale. Il est actuellement incarcéré pour délit routier (avec une date de libération prévue en avril avant l'audience) et a déjà été condamné plusieurs fois, notamment pour vol en réunion. Son insertion professionnelle et les ennuis de santé de sa femme ne suffiront pas à sauver la cause de ce père de famille de deux enfants. Il écope de 24 mois de prison dont 16 avec sursis probatoire et reste en détention. Il doit également payer 1 000€ d'amende. Son acolyte au casier vierge écope de 8 mois de prison avec sursis et 400€ d'amende. Ils ont interdiction de paraître en Seine-Maritime pour une durée de cinq ans.

À Rouen, une manifestation du syndicat Alliance pour dénoncer une police "abandonnée" - ICI

Raphaël Tual

~3 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Lundi 2 février Fête des Théophane

Lundi 2 février Fête des Théophane

Le syndicat Alliance Police nationale a organisé une manifestation à Rouen, samedi 31 janvier 2026, qui a réuni 300 personnes. ©

Radio France - Raphaël Tual

Publié le samedi 31 janvier 2026 à 15:25

Une manifestation en soutien à la police nationale a rassemblé 300 personnes dans les rues de Rouen, samedi 31 janvier 2026. Une mobilisation initiée par le syndicat Alliance Police nationale dans une vingtaine de grandes villes du pays.

- [Police nationale](#)
- [Manifestations](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Sur le même thème

Passer la section

- Les syndicats de police Unité et Alliance appellent à un rassemblement ce jeudi à la mi-journée. Ils demandent notamment de meilleures conditions de travail pour la police judiciaire.

Le 19/06/2025 à 11:06

- Le candidat Grégoire Houdan a officialisé sa candidature ce vendredi 28 novembre. Il est la tête de liste du Rassemblement

« Il y a un désaveu » : à Rouen, des policiers manifestent pour alerter sur le manque de moyens

Violaine Gargala

7-9 minutes

À l'appel du syndicat Alliance Police nationale, environ 300 policiers mais aussi élus et citoyens ont manifesté à Rouen, samedi 31 janvier 2026 pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail.



Publié: 31 Janvier 2026 à 19h28 Temps de lecture: 1 min

« Policiers oubliés, citoyens en danger », scandent les manifestants dans les rues de Rouen, dans la matinée samedi 31 janvier 2026. C'est une profession qui manifeste très rarement mais ils étaient nombreux à vouloir dire leur ras de bol.



Alliance avait invité élus et citoyens à participer au rassemblement.
- Photo Paris Normandie

En tout, environ 300 policiers, mais aussi élus et citoyens se sont réunis à l'appel du syndicat majoritaire Alliance pour alerter sur « une police nationale en danger » faute de « moyens corrects » humains et matériels.

Du matériel vieillissant

Et chaque agent rencontré sur le parvis de l'hôtel de ville a des exemples à donner. « *Le parc de véhicules est de plus en plus vieillissant. Il y a des restrictions budgétaires donc tant que ça roule ça doit rouler. Certains ont plus de 300 000 kilomètres au compteur* », illustre Frédéric Caumartin, délégué zonal [CRS](#) Alliance Police nationale zone ouest.

« *Or on est parti plus de 200 jours à l'année* », poursuit le policier membre de la CRS 31, basée à Darnétal. Certains véhicules sont changés « *mais là, on en a sans climatisation ni fenêtres qui s'ouvrent à l'arrière. Il n'y a aussi rien de prévu pour stocker notre matériel, de plus en plus important, ce qui peut être dangereux en cas d'accident* », détaille-t-il tandis que l'un de ses collègues illustre ses propos en photos.

Et au gré de ses missions en France, le délégué syndical observe, au choix, « *des locaux plus que vétustes, des souris dans des cuisines, des canalisations qui fuient dans des vestiaires...* » Face à cette situation qu'il voit se dégrader d'année en année « *on a beau alerter, il ne se passe rien. Jusqu'à quand va-t-on tenir ?* »

« Épuisement professionnel »

Ingrid, elle n'a pas tenu. Il y a six ans, elle a craqué. « *Épuisement professionnel* » et « *dépression* ». « *J'ai commencé en 2016, dans le 93 [Seine-Saint-Denis, NDLR], le département le plus [criminogène](#). Pourtant c'étaient des policiers sortis d'école qui encadraient des stagiaires* », raconte-t-elle.

Un exemple parmi d'autres pour illustrer « *le manque d'effectifs. C'était très compliqué Puis quand j'ai été de brigade de jour on devait venir au soutien du service des plaintes donc on avait une personne en moins sur le terrain. Et je me suis déjà retrouvé à prendre 20 plaintes par jour alors que je n'étais qu'un renfort. Sans compter sur le logiciel qui ne marchait pas...* »

« On nous annonce des plans, avec plus d'effectifs, mais toujours rien »

Cette accumulation génère du stress chez Ingrid pour qui la police était une vocation. Mais un jour, alors qu'elle vient au travail avec des idées très noires, elle craque. Maintenant elle se bat pour faire reconnaître son épuisement en maladie professionnelle. Et a naturellement souhaité manifester ce samedi matin.

Tous les services sont concernés

« *Des collègues cherchent à quitter les CRS* », témoigne de son

côté Frédéric Caumartin. « *Il y a un vrai désaveu, beaucoup de gens disent qu'ils veulent partir* », constate également Jérémy Bouvart, secrétaire zonal ouest filière formation. Lui travaille à l'école de police de Oissel.

« *On nous demande de recruter énormément d'élèves mais on a très peu de formateurs* », déplore le fonctionnaire de police. Selon lui, et plusieurs de ses collègues présents à la manifestation, le métier n'est pas attractif en raison des conditions de travail. Et de citer pêle-mêle : « *la charge de travail extrêmement difficile* », « *des locaux vétustes* », « *on a le seul stand de tir non chauffé* », « *on doit acheter nous même du matériel, qui ne nous ait pas remboursé* ».

« *On nous parle d'intelligence artificielle mais on a des logiciels qui plantent une fois sur deux et on doit cliquer 17 fois pour enregistrer un malheureux PDF* », pointe du doigt Karim Bennacer, secrétaire régional Normandie d'Alliance.

Qui dénonce aussi le fait que « *trois millions de procédures se retrouvent en souffrance en France* » et 50 000 à Rouen, du fait notamment du [manque d'effectifs](#). Et « *en attendant on nous annonce des plans* [il évoque les deux derniers ministres de l'Intérieur successifs, NDLR], *notamment avec plus d'effectif, et toujours rien* », lance-t-il avant d'inviter le cortège à prendre la direction de l'hôtel de Région.

« **Le dernier rempart** »

Comme à Rouen, des manifestations étaient organisées dans une vingtaine de villes en France. Des rassemblements que le syndicat Alliance, placé à droite sur l'échiquier politique, voulait ouvert à tous, élus de tout bord - il y avait des élus de droite, comme Marine Caron, et d'extrême-droite, comme le député RN Robert Le Bourgeois - et citoyens.

Un appel auquel a répondu Caroline. « *Il faut qu'on les soutienne nos policiers. J'ai beaucoup de respect pour eux. Et c'est notre derrière rempart pour la sécurité* », affirme la Rouennaise de 79 ans qui dit ne plus se sentir en sécurité en France. Et qui n'a donc pas hésité à venir manifester pour défendre la police nationale.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs](#)

[Hockey. « Soyez sans pitié » : la finale de la Coupe de France avec les supporters des Dragons de Rouen](#)

"On est arrivé à un point de rupture" : "épuisés" de faire plus avec moins, les policiers manifestent à Rouen

Écrit par Mélisande Queïnnec

7-8 minutes

Des procédures qui s'empilent, des infrastructures qui se délitent, des logiciels obsolètes et des promesses qui peinent à arriver : ce samedi 31 janvier 2026, la police nationale a donné de la voix partout en France, à l'initiative du syndicat Alliance. À Rouen, le cortège a réuni 200 personnes, venues de toute la Normandie.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Le cortège s'est élancé aux alentours de 11h30, ce samedi 31 janvier, dans les rues de Rouen - près de 200 personnes, des policiers des cinq départements normands mais également des citoyens venus les soutenir, ont répondu à l'appel d'Alliance, premier syndicat de la profession. Les forces de l'ordre dénoncent des conditions de travail largement dégradées et une situation devenue critique.

D'autres manifestations ont eu lieu simultanément dans une vingtaine de villes françaises comme à Paris, Toulouse, Nice, Reims... Et pour la première fois, le syndicat Alliance a appelé les citoyens à rejoindre le mouvement. En marge du cortège rouennais, certains passants s'arrêtent, regardent, applaudissent.

[De nombreux élus et membres de la société civile ont tenu à soutenir les policiers. • © C. Baude / France 3 Normandie](#)

D'autres ont tout prévu, même les pancartes. Emma et son père, Jean-Paul, ont préparé leur venue dès qu'ils ont eu connaissance

de ce rassemblement. *"Quelque part, les policiers sont nos employés, ils sont payés grâce à nos impôts. C'est donc mon devoir de venir les soutenir, assure Emma. On leur demande de faire un boulot pour lequel on ne leur donne absolument pas de moyens techniques ou juridiques. Ils se font caillasser pour rien. C'est anormal."*

Son père abonde : *"Il faut absolument défendre ceux qui nous défendent, qui sont abandonnés, qui n'ont pas suffisamment de moyens alors qu'ils risquent leur vie pour défendre la nôtre. Je regrette qu'on ne soit pas 50 000 dans la rue."*

C'est facile d'ouvrir des commissariats de police municipale. Mais si vous avez trois policiers municipaux, il faut absolument un OPJ. On n'en a pas assez à Brisout de Barneville, comment voulez-vous qu'on en délègue ailleurs ?

Brigitte Brière, présidente du comité de coordination des associations mémorielles et patriotiques de Rouen

Brigitte Brière, présidente du comité de coordination des associations mémorielles et patriotiques de Rouen, souligne : *"À chaque instant de notre vie, on a besoin de la police. Vous êtes perdu dans la rue, vous demandez à la police. Vous vous sentez en insécurité, vous demandez à la police. On est toujours en train de les solliciter. Mais jamais on ne les remercie et jamais on ne les soutient."*

"Je trouve ça aberrant", reprend-elle, estimant "important" d'être présente aujourd'hui. "Il y a quelques années, un président de la République a supprimé 120 000 postes (de policiers). Comment répondre à toutes les demandes, c'est impossible ! On comprend le ras-le-bol de ces employés de la République !"

"La France va mal. Notre pays se délite. Les fondamentaux se perdent. Votre présence aujourd'hui est un acte de responsabilité pour rappeler que la sécurité est la première de nos libertés, défend, au micro, Karim Bennacer, secrétaire général Normandie du syndicat de police Alliance. La criminalité s'organise, se structure, se radicalise, l'Etat, lui, recule. En première ligne, nous, policiers, avançons sans moyens, sans effectifs suffisants, sans protection juridique réelle."

La vérité est brutale, la France s'enfonce dans l'insécurité. Et dans nos commissariats, les plafonds s'effondrent, les logiciels de rédaction de procédures sont d'un autre âge, les procédures s'empilent.

Karim Bennacer, secrétaire général Normandie du syndicat de police Alliance

À Brisout de Barneville, Karim Bennacer dénonce des locaux "vétustes", avec de la salpêtre, des rats qui grouillent dans les bâtiments... Des conditions d'accueil "inadmissibles", pour la population comme pour les policiers. Pourtant, *"la population aime sa police, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire"*, assure-t-il, se réjouissant de la présence d'élus régionaux, *"sénateurs, députés, conseillers municipaux, responsables associatifs et citoyens"*, venus soutenir le mouvement.

Pour Karim Bennacer, le constat est implacable, *"on est arrivé à un point de rupture : les policiers sont épuisés, fatigués"*. Quant à l'efficacité au travail, elle s'amoindrit, faute de moyens. *"Les dossiers s'accumulent, sans réponse pénale, mais derrière tout cela il y a des victimes, absentes du débat public. Nous travaillons aussi pour elles !"*

Karim Bennacer était l'invité d'ICI 12/13 Normandie Rouen, ce samedi :

durée de la vidéo : 00h03mn33s



Karim Bennacer, invité d'ICI 12/13 Normandie Rouen du 31/01/2026 • ©France 3 Normandie

La manifestation de ce samedi, pour Karim Bennacer, est *"un dernier appel avant que tout s'effondre"* - en plus d'être inédite. *"Nous, représentants du personnel, sommes un amortisseur social entre l'administration et les policiers et on n'arrive plus à les contenir parce qu'on n'a plus rien à proposer à nos collègues, nous ne sommes plus entendus par l'administration"*.

Il rappelle qu'un *"plan Marshall"* avait été promis pour la filière investigation de la police nationale : 120 propositions faites par l'ancien ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. *"Elles devaient être reprises par notre ministre de tutelle, M. Laurent Nuñez, mais pour l'instant, c'est silence radio, on n'en entend plus parler... On a des promesses, mais on ne voit rien arriver."*

Invité à participer à la mobilisation parisienne, le locataire de la place Beauvau avait d'ailleurs indiqué ne pas s'y rendre, invoquant un devoir de neutralité. Au total, Alliance a revendiqué "*45 000 manifestants*", partout en France. Les autorités ne communiqueront cependant pas de chiffre national.

Avec Clémentine Baude.

EN IMAGES. Plusieurs centaines de policiers rassemblés à Rouen ce samedi

2-3 minutes

Environ 400 agents de police se sont réunis samedi 31 janvier 2026, à Rouen pour dénoncer des conditions de travail dégradée.

Sur le même thème

[Insécurité](#)

[Manifestations](#)

[Police](#)



Environ 400 agents de police se sont rassemblés à Rouen, ce samedi 31 janvier 2026. (©syndicat Alliance)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 31 janv. 2026 à 12h51

Certains usagers ont remarqué leur **mobilisation devant la mairie** de Rouen. [C'est rare, mais des policiers se sont rassemblés](#) à Rouen et dans toute la France, à l'appel du syndicat de police Alliance. Ils souhaitent dénoncer le manque de moyens et l'insécurité.

400 agents de police

Environ 400 agents de polices étaient rassemblés selon le **syndicat de police Alliance**. Rendez-vous était donné devant la

mairie de Rouen, puis le cortège s'est déplacé vers l'hôtel de Région, avec ses banderoles et bruits de sifflets, dans une ambiance tranquille et sans incident notable.

Les agents venaient de Rouen mais aussi du Havre et de l'ensemble du département pour ce rassemblement citoyen. La mobilisation s'est achevée devant l'hôtel de Région avec un barbecue.

Pour rappel, les agents de police se sont rassemblés [dans toute la France](#) pour dénoncer des conditions de travail et un manque d'effectif.



Les agents de police se sont réunis devant l'hôtel de ville de Rouen avant de rejoindre l'hôtel de Région. (©Syndicat Alliance)

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Tentative d'homicide à Grand-Couronne : deux familles rivales s'affrontent violemment

Cécile Frangne

4–5 minutes

Une violente rixe a éclaté à Grand-Couronne dans la nuit de vendredi 30 janvier à samedi 31 janvier 2026, entre deux groupes d'individus. Une enquête est ouverte pour tentative d'homicide.



Publié: 31 Janvier 2026 à 18h59 Temps de lecture: 1 min

Une violente rixe a éclaté à Grand-Couronne dans la nuit de vendredi 30 janvier à samedi 31 janvier 2026, entre deux groupes d'individus. L'affrontement s'est déroulé près du centre-ville, peu après 4 heures du matin.

Barres de fer et couteaux

Selon une source syndicale, le motif de l'affrontement serait dû à un « *différend entre deux familles* » dont les enfants – une fille et un garçon – se fréquentent. Des « *menaces et des SMS* » auraient été échangées.

La famille du petit ami, une « *quinzaine d'individus armés de barres de fer et de couteaux* », se serait présentée la nuit dernière « *pour en découdre* » au domicile de la famille de sa petite amie habitant [Grand-Couronne](#). Deux hommes en seraient sortis, également armés.

Une enquête ouverte

Lors de la rixe, l'un de ces deux hommes aurait alors porté plusieurs coups de couteau à un troisième individu. Touché au mollet, au ventre et au cou, son pronostic vital était incertain à l'arrivée des forces de l'ordre, qui sont intervenues vers 4 h 45 du matin. Samedi en début de soirée, il n'est plus engagé selon le

procureur adjoint du tribunal judiciaire de Rouen, Pierre Gérard.

Toujours selon nos informations, quatre interpellations ont eu lieu et des gardes à vue sont en cours. Le parquet de Rouen confirme l'ouverture d'une enquête pour tentative d'homicide.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs](#)

[Hockey. « Soyez sans pitié » : la finale de la Coupe de France avec les supporters des Dragons de Rouen](#)

[Hockey sur glace : à Rouen, les supporters des Dragons ont aussi vibré dans leur antre lors de la finale](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Grand-Couronne \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rouen perd un trésor rétro : la boutique « Les Jouets anciens de Caroline » ferme définitivement](#)



Petit-Couronne : une boulangerie victime d'un braquage à main armée - ICI

Emmanuel Grabey

3–4 minutes

Brigade anti criminalité BAC Avignon © Radio France - Philippe Paupert

Publié le samedi 31 janvier 2026 à 15:57

Un individu s'est fait remettre une centaine d'euros en braquant avec une arme la boulangerie Le Fournil couronnais de Petit-Couronne, dans la métropole de Rouen, vendredi 30 janvier 2026 en début de soirée.

Une boulangerie de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a été victime d'un **braquage à main armée**, vendredi 30 janvier 2026 en début de soirée. L'information de Paris-Normandie a été confirmée à ICI Normandie par le maire de la commune Joël Bigot. Un individu a fait irruption dans la boulangerie Le Fournil couronnais, rue de la Pierre d'État, vers 18h, et s'est emparé de la **centaine d'euros** de la caisse. Il n'y a **pas eu de violence** selon le maire, qui a été prévenu par sa police municipale. À son arrivée sur place, la brigade anti-criminalité de la police était déjà sur place.

- [Enquêtes – Investigation](#)
- [Cambriolage](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Sur le même thème

Passer la section

- La boulangerie Maison Ansselin à Montivilliers (Seine-Maritime) a subi un incendie ce mardi 12 août vers midi. Le soutien pour ce

Au Havre, ils cultivaient 61 plants de cannabis dans leur pavillon

Romain Huynh

~4 minutes

La brigade des stupéfiants du Havre a perquisitionné un pavillon havrais, dans lequel les fonctionnaires ont trouvé des plants de cannabis, de l'herbe et des armes, mardi 27 janvier 2026. Le couple d'occupants a été jugé vendredi 30 janvier 2026.



Publié: 30 Janvier 2026 à 20h05 Modifié: 31 Janvier 2026 à 11h49

Temps de lecture: 1 min

Les policiers de la brigade des stupéfiants ont interpellé un couple de Havrais qui cultivait des plants de cannabis à son domicile, annonce la police nationale de la Seine-Maritime sur son compte Facebook, vendredi 30 janvier 2026.

Un pistolet et deux armes à air comprimé

La perquisition et l'interpellation ont eu lieu mardi 27 janvier 2026. Dans le pavillon de ce couple, qui réside dans le secteur Jenner, au [Havre](#), les fonctionnaires ont notamment trouvé 61 plants de cannabis, cultivés sur place. Outre la cannabiculture, les policiers ont saisi 1,2 kg d'herbe de cannabis et 45 g de résine, ainsi qu'un pistolet, un fusil de chasse et une arme d'épaule à air comprimé.

Les deux personnes ont été déférées au parquet du Havre jeudi 29 janvier 2026 et l'homme, âgé de 31 ans, a été placé en détention provisoire. Le couple a été présenté au tribunal correctionnel du Havre dans le cadre d'une comparution immédiate, vendredi 30 janvier. Selon nos informations, l'homme a été condamné à douze mois de prison avec sursis probatoire. Sa compagne a, quant à elle, écopé de dix mois de prison avec sursis simple.

Lire aussi

Rouen : une métropole stratégique et attractive pour les entreprises

Aletheia Press

4–6 minutes

Le 22 janvier à Rouen, l'Institut Choiseul et Rouen Normandy Invest se sont penchés sur les atouts économiques de la métropole rouennaise. À seulement une heure de Paris, le territoire s'impose comme un carrefour stratégique pour les entreprises et les start-up. Alliant patrimoine, dynamisme économique et qualité de vie, l'agglomération bénéficie d'un tissu industriel dense, avec de nombreuses PME et PMI concentrées sur un rayon de 60 kilomètres.

«Cela permet d'avoir ses fournisseurs à proximité. On ne relocalise pas ou on ne s'implante pas dans un désert», souligne Frédéric Granotier, président de Lucibel et de Rouen Normandy Invest. Cette densité facilite les synergies et accélère la montée en puissance des projets industriels et technologiques, notamment grâce aux pôles de compétitivité tels que Next Move pour la mobilité ou les clusters aéronautiques et de défense, qui réunissent entreprises, laboratoires et écoles d'ingénieurs.

Un vivier de compétences

Rouen dispose d'un vivier de plus de 54 000 étudiants et d'écoles, sources des compétences pointues dans tous les secteurs. *«70 % de la réussite d'une entreprise, c'est le porteur du projet et ses équipes. Le facteur humain est clé pour développer et créer une entreprise»*, rappelle Jean-Louis Louvel, président-fondateur du groupe PGS. Cette concentration de talents permet de recruter rapidement et de se développer sans délai, tout en soutenant l'innovation locale.

L'énergie, l'aéronautique, la défense et le numérique constituent les moteurs économiques de Rouen, générant des milliers d'emplois et des investissements massifs. *«L'énergie et l'aéronautique sont des secteurs particulièrement importants. Avec Penly, Orano et Total Énergie, ce sont plus de 27 000 emplois sur les dix prochaines*

années», précise Jean-Yves Heyer, directeur général de Rouen Normandy Invest. De quoi renforcer l'attractivité du territoire et sa résilience face aux fluctuations économiques.

Des soutiens efficaces

Autre atout de Rouen : les services administratifs et des collectivités sont à l'écoute des projets et réactifs. Gaëtan Muller, entrepreneur et président délégué du club LDLC Asvel, raconte : *«J'ai lancé un marathon et un tournoi international de tennis grâce à la rapidité de décision des collectivités. Ces événements ont rassemblé des dizaines de milliers de participants et ont été diffusés dans 110 pays»*. La métropole favorise ainsi l'innovation dans le sport, l'industrie et la technologie, avec des projets comme DEZir de Verso Energy, qui combine production de dioxyde de carbone, hydrogène et carburants de synthèse grâce à des partenariats locaux.

Les start-up et jeunes entreprises bénéficient, elles aussi, d'un accompagnement. Des structures comme NNE Factory facilitent l'accès au financement et l'intégration dans l'écosystème local, en mettant en relation porteurs de projets, investisseurs et partenaires industriels. *«Quand on crée une start-up à Rouen, on a la bienveillance de tous les acteurs du territoire et l'aide d'un réseau qui facilite chaque étape du développement»*, souligne Frédéric Granotier.

Coopération et réseau : les moteurs de la croissance

La coopération entre entrepreneurs est un autre atout du territoire. Le réseau Nouer, qui rassemble 150 entreprises, favorise le partage de contacts, de compétences et d'opportunités. *«Un chef d'entreprise a besoin d'un service, et un entrepreneur va répondre immédiatement en donnant ses coordonnées»*, explique Jean-Louis Louvel.

Rouen s'impose ainsi comme une métropole où les entreprises et start-up peuvent se développer rapidement et durablement.

«Rouen combine tous les atouts pour réussir : un territoire accueillant, un écosystème dynamique et des acteurs prêts à accompagner chaque étape de développement», conclut Frédéric Granotier.

Le Havre : de Mazeline à Navalis, plusieurs projets vont voir le jour boulevard Winston-Churchill

Laure Ferrari

6-8 minutes

Que se passe-t-il derrière les murs de l'ancienne usine Dresser Rand ? La quasi-totalité de l'emprise, entre la rue Denis-Papin et le boulevard de Graville, est entre les mains d'une société. Spécialisée dans la restructuration de friches, elle en prépare la reconversion.



La façade de l'ex-usine Mazeline en briques rouges et la toiture en shed seront conservées dans le ou les futurs projets. - Boris Maslard/Paris Normandie



Publié: 30 Janvier 2026 à 18h16 Temps de lecture: 1 min

Après la [destruction du stade Navalis](#), près de la Nef, à l'été 2025, et alors que les engins de chantier sont à pied d'œuvre ces derniers mois sur l'ancien site Dresser Rand, devenu Siemens Energy, nombreux sont les Havrais à se demander ce qu'il va

advenir de cette partie du boulevard Winston-Churchill.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un spécialiste des sites obsolètes

Après l'achèvement des aménagements de l'entrée de ville du Havre, marqué par l'ouverture du carrefour Marceau au pied de la chambre de commerce et d'industrie, c'est le dernier espace qui semble attendre son tour.



Sur l'emprise de l'ancien stade Navalys, un commerce de gros ouvrira en 2027 - Boris Maslard/Paris Normandie

Sur cette zone, qui s'étend de la rue Denis-Papin au boulevard de Graville, plusieurs projets vont être menés à bien. Spécialisée dans l'acquisition en l'état de sites obsolètes ou la réhabilitation de friches industrielles afin de leur offrir un nouvel usage, la [société Brownfields](#) s'est portée acquéreur de ce vaste espace.

Ainsi, le promoteur a acquis l'ancienne usine Siemens Energy (ex-Dresser Rand) et ses cinq bâtiments totalisant 15 000 m²... et le contenu qui va avec. De la machine-outil à la simple cafetière, en passant par des ponts roulants, tout ce qui pouvait faire l'objet de réemploi a été trié avant d'être proposé lors d'une vente aux enchères où plusieurs centaines de lots ont été adjugés. « *Tous les lots ne furent pas vendus. Nous avons décidé d'en offrir un certain nombre. Une centaine de postes de travail (bureau, fauteuil, caisson) ont été donnés à la Métropole du Havre. Tous les livres, CD et DVD qui appartenaient au comité d'entreprise de Siemens Energy ont été offerts à une association de sauvegarde du patrimoine* », précise Brownfields.

Façade et sheds conservés

Une fois vidé de son contenu, le site a été en partie démoli. Il entre

désormais dans sa phase de dépollution. L'aménageur évoque « *plusieurs pistes* », sans en dire plus quant à la nouvelle vie de ces lieux à l'horizon 2028. Pour autant, on assure chez Brownfields que « *la façade, même si elle n'est pas classée, et la toiture en shed de ce bâtiment iconique de l'histoire industrielle du Havre seront conservées à l'identique.* »

À l'autre extrémité du pâté de maisons, on trouvait, jusqu'à sa démolition en août 2025, le stade Navalys, connu des Havrais pour son portail bleu roi et son fronton couronné d'arches. Sur une emprise de plus de 2 hectares, Brownfields est aussi à la manœuvre.



Siemens a conservé une partie des bâtiments. - Boris Maslard/
Paris Normandie

Un commerce près de la NEF

À l'été 2027, un commerce de gros de 4 500 m² y ouvrirait ses portes. Si le permis de construire est accordé, ce bâtiment s'inscrira dans la continuité de la Nef, affirme-t-on chez le promoteur, par ailleurs très attaché au traitement architectural des constructions en général et des façades en particulier. Là encore, Brownfields refuse d'en dire plus. Mais, selon nos informations, l'espace serait destiné à Saint-Gobain, qui détient une vingtaine d'enseignes comme Point P, Cedeo ou [La Plateforme du Bâtiment](#)...





La société SIE est propriétaire des bâtiments situés aux numéros 50 et 60 boulevard Churchill. - Paris Normandie/Boris Maslard

Et quid entre les deux ? À l'est du boulevard Churchill, Siemens Energy a maintenu son activité de production de systèmes d'étanchéité à gaz et de turbines à vapeur dans une partie de l'usine du boulevard Winston-Churchill. Plus à l'ouest, la [Société industrielle d'électricité \(SIE\)](#), déjà installée boulevard Jules-Durand au Havre notamment, est propriétaire des bâtiments 50 et 60. Celui avec des arches – qui touche Mazeline – et le grand cube blanc plus industriel. Pour l'instant, l'entreprise, qui compte une centaine de salariés, les utilise à des fins de stockage mais fin 2026, elle y aménagera des ateliers pour « *répondre à sa croissance significative* », confie son directeur, François Delcroix, ravi de rejoindre l'entrée de ville du Havre.

Lire aussi

[Près du Havre, suspectée d'avoir assassiné son mari, elle met en cause un voyant de Rouen](#)

[Et si Le Havre devenait le nouveau temple du beatboxing ? C'est l'ambition de l'artiste Boulesto](#)

[Travaux sur la D925 entre Goderville et Fécamp : la circulation alternée pendant trois mois](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Gamaches et Guimerville : les salariés de Pochet du Courval en grève pour leurs salaires

Adélie Fabre-Forlini

4-6 minutes

Avec comme revendication une augmentation de salaire pour tous et des embauches, les ouvriers des verreries Pochet du Courval de Gamaches et Guimerville ont débrayé dès ce vendredi 30 janvier.



Par Adélie Fabre-Forlini

Publié: 30 Janvier 2026 à 18h52 Temps de lecture: 2 min

Pour la première fois depuis vingt ans, les machines de l'usine Pochet de Courval, à Gamaches, sont à l'arrêt. Ce vendredi 30 janvier 2026, les salariés du site, spécialisé dans le décor du verre, sont entrés en grève pour manifester leur mécontentement, comme l'ont fait également ceux de la verrerie de Guimerville. « *Stop d'être exploité et de ne pas être reconnu à notre juste valeur par la direction*, lance Olivier Le Brun, délégué syndical Force Ouvrière à Gamaches. *Toujours les mêmes qui se gavent alors que nous ne récoltons que des miettes.* » Pourtant, affirme-t-il, les chiffres de l'entreprise sont bons. En 2025, elle aurait fait environ 290 M€ de chiffre d'affaires. Soit 17 M€ de plus qu'en 2024.

16 € d'augmentation par mois

L'entreprise, qui emploie 180 personnes à Gamaches, a organisé une réunion pour les négociations annuelles obligatoires (NAO) mardi 27 janvier 2026, mais les résultats ne sont pas ceux attendus.

« *Ils nous proposaient une augmentation générale de 0,9 % sur le*

taux horaire. Ce qui pour nous est nettement insuffisant. Il faut savoir que sur les produits de première nécessité, l'inflation est à 1,7 %, souligne le délégué syndical. Et une augmentation individuelle de 0,2 % pour quelques salariés. » Quant aux cadres de l'entreprise, ils ont reçu une augmentation de 1,1 %. La revalorisation de 0,9 % représente 16 € nets par mois, soit moins de 200 € par an, calcule encore Olivier Le Brun.

Manque de personnel

Sébastien Lombard, secrétaire du comité social et économique (CSE) central, regrette : « *Depuis que l'ancienne présidente du groupe Pochet, Irène Gosset, est partie à la retraite, ils n'en ont plus rien à faire des syndicats. On a perdu une belle personne qui était très respectueuse.* »

Les grévistes demandent également à la direction de recruter du personnel supplémentaire. « *Des salariés se voient refuser leurs congés car on manque de personnel. Alors on attendait beaucoup plus, par rapport aux sacrifices faits sur l'année. On est très déçus des premières propositions* », ajoute Christopher Decaussin, secrétaire du comité de groupe.

Si les syndicats estiment qu'ils ne sont toujours pas entendus lors de la prochaine réunion, prévue le 4 février 2026, ils préviennent qu'ils reconduiront la grève. Contactée, la direction n'a pas répondu à nos sollicitations.

Lire aussi

[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

[Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gamaches \(Somme\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Un projet d'antenne-relais à Longuerue trouble le village près de Rouen

Mélanie Bourdon

8–10 minutes

Un habitant de Longuerue a accepté l'installation d'une antenne de téléphonie sur son terrain, dans le centre-bourg. Ses voisins s'y opposent et saisissent la préfecture.



Publié: 31 Janvier 2026 à 18h05 Temps de lecture: 1 min

Une dizaine d'habitants de Longuerue se retrouvent, dimanche 25 janvier 2026. Le sujet du jour, c'est celui qui trouble, depuis quelques mois, la quiétude de leur petit village situé au Nord-Est de Rouen. Le projet d'installation d'une antenne de téléphonie de plus de 30 mètres de haut au milieu des habitations.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Tout commence quand Manuel Cargnelutti apprend, avant l'été, que son voisin vient d'autoriser [Bouygues Télécom](#) à installer une antenne sur son terrain, à côté de chez lui. Il en parle à un autre habitant, Ludovic Conseil, qui est membre du conseil municipal. Ce dernier ne s'inquiète pas outre mesure. « *On pensait que ça ne passerait jamais avec le PLU* », témoigne-t-il. Sauf que les élus avaient oublié de préciser dans le document qu'ils refusaient les antennes de téléphonie. « *On a pensé aux éoliennes, aux panneaux solaires... mais pas aux antennes* ».

Leurs maisons dévaluées

S'ils ne sont pas opposés à l'installation de l'antenne, même s'ils reconnaissent que le réseau est déjà bon localement, les habitants ne souhaitent pas la voir s'implanter à quelques dizaines de mètres

des maisons. Manuel Cargnelutti démarche alors les agriculteurs du secteur afin de trouver un nouveau terrain à proposer à l'opérateur. *« J'ai finalement trouvé un agriculteur prêt à céder un bout de terrain mais Bouygues a refusé car il fallait faire des tranchées, ça leur coûtait trop cher ».*

Entre-temps, il fait expertiser sa maison : *« elle perd 40 000€ »*, se désole-t-il. Une dévaluation qui pourrait s'appliquer à l'ensemble des maisons du quartier lorsqu'il sera surplombé par l'antenne de plus de trente mètres de haut.

L'impact des ondes sur les humains, comme sur les animaux, inquiète également : *« même si c'est controversé, il y a quand même des doutes sur la nocivité des ondes. La représentante de Bouygues, qui a pris part à la réunion publique [le 17 décembre, NDLR] reconnaissait qu'ils respectaient une distance minimale avec les écoles, par principe de précaution. Une Mam doit ouvrir juste en face ! »*, regrette Ludovic Conseil.

(« Quand nous avons parlé d'habillage, on nous a ri au nez »

Nicolas Lecointre, habitant de Longuerue

Les habitants s'appuient sur les préconisations inscrites dans la [politique](#) commune aux trois opérateurs pour l'intégration paysagère des antennes-relais de téléphone mobile qui prévoit, entre autres, que *« les opérateurs conçoivent une solution d'intégration paysagère pour chaque nouvelle antenne-relais »* et que les antennes doivent respecter l'intégrité visuelle des paysages. *« Quand nous avons parlé d'habillage, on nous a ri au nez »*, s'agace Nicolas Lecointre, un autre riverain opposé au projet. Contacté, Bouygues confirme qu'il n'y aura aucun habillage.

Les habitants et la municipalité ont saisi la préfecture afin de faire annuler l'arrêté « de non-opposition à une déclaration préalable » pris par la mairie de Longuerue. Mais la préfecture a rappelé aux habitants que : *« le pouvoir de contrôle du préfet ne lui permet pas d'annuler ou de suspendre une décision, ces actions relevant de la compétence du juge administratif ».*

Aujourd'hui, les riverains n'ont que deux solutions : soit trouver un nouveau terrain qui satisfasse les demandes de l'opérateur, soit convaincre le propriétaire du terrain de casser le contrat. Et le temps presse car les travaux devraient débuter en avril. Alors les riverains étudient les cartes de leur commune : *« nous avons proposé une dizaine d'emplacements, refusés par Bouygues »*, déplore Manuel Cargnelutti.

Quant au propriétaire de la parcelle : *« les gens alentour se plaignaient du réseau. Je fais ça pour eux ! On se parle quand*

même. Ils sont au courant depuis le démarrage, il y a plus d'un an ». Pour le moment, il n'envisage pas d'annuler son contrat avec l'opérateur : *« mais qu'ils proposent des terrains et si Bouygues accepte, j'annule tout de suite. Normalement je n'ai pas de pénalité ».* La location du terrain court pour douze ans.

« Nous étions une petite commune tranquille et ils nous pourrissent la vie avec ce truc ! »

Jacques Petit, maire de Longuerue

Jacques Petit, maire de Longuerue, se désole de cette situation :

« je m'oppose à l'installation de cette antenne trop proche des habitations. Nous étions une petite commune tranquille et ils nous pourrissent la vie avec ce truc ! » Tout comme les habitants, le maire a envoyé un courrier au préfet afin qu'il examine cette installation : *« j'en ai également averti la députée et le sénateur. Je fais mon possible mais je n'ai pas grand pouvoir ».* Approché il y a quelques années par des opérateurs, le maire avait refusé l'installation d'une antenne sur un terrain communal : *« je ne pensais pas qu'un particulier pouvait donner son accord ».*

L'installation de l'antenne ne nécessite qu'une déclaration préalable en mairie et non une demande d'autorisation : *« j'étais obligé de signer l'accusé-reception ».*

De son côté, l'opérateur affirme que *« ce projet d'implantation d'antennes 4G/5G vise à améliorer la couverture du réseau des opérateurs Bouygues Telecom et SFR sur les communes de Longuerue [ou encore] Vieux-Manoir. L'objectif de ce nouveau relais de radiotéléphonie mobile est d'optimiser la couverture à l'intérieur des bâtiments et d'augmenter la capacité de débit pour s'adapter à l'augmentation croissante des usages. »*

Pour Bouygues : *« ce projet a été mené en toute transparence et en concertation avec la commune ».* Le Dossier d'Information Mairie (DIM) a été déposé le 21 mai 2025 et mis à la disposition de tous les habitants pendant un mois avant le dépôt de la déclaration préalable, *« qui a été instruite favorablement le 24 novembre 2025 ».*

L'opérateur rappelle que *« le 20 janvier, à la demande des riverains, il a étudié trois parcelles proposées, mais celles-ci ne répondaient pas aux critères c'est pourquoi le site actuel est maintenu ».* Pour finir, il souligne : *« Bouygues Telecom respecte l'ensemble des réglementations en vigueur concernant son projet d'implantation d'antenne mobile. »*

Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent](#)

+ 5,2 % en un an : en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi progresse en 2025

Écrit par Pauline Saint

3–4 minutes

France Travail révèle les nouveaux chiffres du chômage. 258 250 Normands ont été inscrits en recherche d'emploi entre octobre et décembre 2025. Un chiffre qui inclut désormais les allocataires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

France Travail vient de dévoiler ses dernières statistiques en matière d'emploi en Normandie et [les indicateurs grimpent](#) dans toutes les catégories en 2025.

La courbe des demandeurs d'emploi dans la région – c'est à dire des personnes sans emploi (catégorie A) ou exerçant une activité professionnelle réduite (catégorie B et C) – marque une progression de 5,2 % sur l'année écoulée.

Ces résultats concernent ainsi 258 250 personnes entre octobre et décembre 2025, soit 2 860 Normands de plus qu'au trimestre précédent.

Parmi les inscrits sans aucune activité professionnelle, l'écart se creuse davantage. La catégorie A accuse une hausse de 6,9% en un an ; pour atteindre 142 700 personnes fin 2025.

Ce nombre augmente de 2,5% (soit +3 500 personnes) en un trimestre et de 6,9% en un an.

France Travail en Normandie

Pour autant, la Normandie ne fait pas figure d'exception. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et sans aucune activité a augmenté de 6,8 % sur un an, à l'échelle du pays.

L'organisme public s'est appuyé sur une nouvelle méthode de calcul pour produire ces données.

Depuis janvier 2025 et la [loi pour le plein emploi](#), les allocataires du RSA et les jeunes en parcours d'insertion sont systématiquement inscrits à France Travail ; ce qui a pour effet d'augmenter la base d'inscrits.

Sans cette mise à jour, *"le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait de 1,5% en catégorie A et diminuerait de 0,2% en catégories A, B, C, en un trimestre"*, précise France Travail en Normandie.

Certains départements normands sont plus touchés que d'autres par cette dégradation de l'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C – au dernier trimestre 2025 – augmente dans ces territoires :

- +0,6% dans l'Eure ;
- +0,8% dans l'Orne et le Calvados ;
- +1,9% en Seine-Maritime.

Seule la Manche est épargnée avec une baisse de 0,2% des inscriptions sur cette même période.

En trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente dans les cinq départements.

France Travail en Normandie

Concernant les personnes en recherche d'emploi et sans aucune activité professionnelle, les chiffres progressent dans toute la région.

En Normandie, la Seine-Maritime enregistre le taux le plus élevé avec +3,2% d'inscrits entre octobre et décembre 2025.

Rouen dégringole dans le classement des villes où il fait bon vivre, Le Havre grimpe encore

5–6 minutes

Chaque année, une association dresse le classement des villes où il fait bon vivre en France. L'édition de 2026 vient de paraître. Qu'en est-il pour Rouen et Le Havre ?

Sur le même thème

[Edouard Philippe](#)

[Nicolas Mayer-Rossignol](#)



Rouen dégringole au classement des villes de France où il fait bon vivre. (©JB/76actu/Archives)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 1 févr. 2026 à 15h33

En annonçant sa candidature pour conserver son siège de maire, **Nicolas Mayer-Rossignol** revendiquait son ambition de [faire de Rouen « la ville la plus agréable à vivre de France »](#). Il aura fort à faire alors que le dernier [classement annuel des villes et village où il fait bon vivre](#), paru en février 2026, **montre que Rouen dévisse** tandis que **sa voisine du Havre gagne encore des places**.

Rouen dévisse au classement...

[Après avoir gagné quatre places l'an dernier](#), Rouen en perd cette

fois 10 et se retrouve à la 135e place du palmarès, et à la 33e place, sur 40, pour les communes de plus de 100 000 habitants.

Déjà en 2024, Thierry Saussez, président de l'association qui réalise le classement, indiquait pour Rouen que « ses points forts sont faibles, et ses points faibles sont forts ».

Nul doute qu'une telle débandade ne manquera pas d'être utilisée par les candidats opposés au maire sortant lors de la campagne des [municipales 2026](#). Surtout quand on sait à quel point NMR est friand des classements qui avantagent largement la ville (non sans occulter les autres moins glorieux).

La méthodologie du classement

La méthodologie du classement

Selon l'association Villes et Villages où il fait bon vivre, voici la méthodologie du classement :

« Le palmarès Villes et villages où il fait bon vivre est le plus grand palmarès des communes en France.

Pour l'édition 2025, le palmarès couvre 34 795 communes de France métropolitaine.

Chaque commune est analysée sur 190 critères (voir liste des critères dans la note méthodologique officielle).

Ces 190 critères sont répartis dans 11 catégories : qualité de vie, sécurité, santé, transports, commerces et services, éducation, protection de l'environnement, finances et impôts locaux, solidarité, sports et loisirs, attractivité immobilière.

Trois nouveaux critères sont ajoutés concernant la protection de l'environnement :

Risque sismique

Risque d'inondation

Récurrence des catastrophes naturelles

Tous les critères proviennent de sources officielles (aucun élément déclaratif). Les données ont été mises à jour avec les dernières disponibles. Chaque critère (sauf 3 exceptions) permet à une commune d'obtenir 0, 25, 50, 75 ou 100 points.

Le nombre de points attribué dépend de bornes d'attribution qui reposent sur :

Un temps de trajet par la route tenant compte de conditions moyennes de trafic

Un écart à la valeur minimale parmi les communes avec un nombre d'habitants équivalent (de même strate de population)

Ou une distance à vol d'oiseau (uniquement pour le critère des

sites Seveso)

Une commune possède un nombre de points pour chaque critère. Les points obtenus pour les critères dans une même catégorie sont additionnés. Le résultat est appelé PC (Points pour la Catégorie). Chaque commune possède 11 PC.

Ces PC sont ensuite pondérés selon l'ordre d'importance des catégories, qui est déterminé par les Français, consultés par plusieurs sondages OpinionWay depuis 2017. Le dernier sondage date de novembre 2024. Les PC pondérés sont appelés PCP (Points pour la Catégorie Pondérés). Une commune possède 11 PCP. Puis, pour chaque commune, tous les PCP sont additionnés. Ce résultat est appelé TD (Total Définitif).

Les communes sont comparées entre elles à partir du TD. Plus le TD est élevé, plus la commune obtient des points de façon uniforme entre les catégories, mieux elle est classée dans le palmarès. Chaque commune est classée parmi toutes les communes de France, de son département, et selon son nombre d'habitants (strate de population) au niveau national et départemental : quatre positions sont ainsi établies. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

... Le Havre grimpe encore

L'autre grande ville seinomarine, Le Havre, **grimpe pour sa part au classement et se hisse maintenant à la 16^e place** (elle était 19^e l'an dernier). Parmi les villes de plus de 100 000 habitants, Le Havre arrive 7^e.

Là aussi, cette performance pourrait être un argument de campagne pour les municipales dans la cité océane, où [Édouard Philippe vient de lancer la campagne pour sa réélection](#). Même si ses opposants trouveront probablement à redire...

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Investissements. Région et Département débloquent plus de 25 millions d'euros pour transformer Fécamp et son agglomération

Valentin Carpentier

3–4 minutes

Réunis à Fécamp, vendredi 30 janvier, Hervé Morin, président de la Région Normandie, Bertrand Bellanger, président du Département de la Seine-Maritime, et Laurent Vasset, président de l'Agglomération Fécamp Caux Littoral, ont signé un nouveau contrat de territoire couvrant la période 2023-2027. Cet outil vise à soutenir des projets d'investissements structurants, portés par l'intercommunalité et ses communes, en cohérence avec les orientations régionales et départementales.

Un contrat de territoire ambitieux pour accélérer le développement de Fécamp et de ses communes

Au total, 13 projets figurent dans ce contrat, représentant un montant global de plus de 25,4 millions d'euros. La Région Normandie accompagne neuf projets à hauteur de plus de 3,1 millions d'euros, tandis que le Département de la Seine-Maritime soutient onze opérations pour un montant dépassant 4,2 millions d'euros.

Santé, mobilités douces, attractivité : des investissements structurants pour le territoire

Les opérations retenues couvrent un large spectre de besoins locaux : santé, mobilités douces, équipements sportifs et culturels, revitalisation des centres-bourgs ou encore attractivité économique et touristique. Parmi les projets emblématiques figurent la rénovation du centre aquatique intercommunal de Fécamp, la création d'un nouveau centre de santé intercommunal, l'aménagement d'une liaison cyclable entre la Vélomaritime et la Véloroute du Lin, ou encore la requalification d'espaces publics stratégiques en cœur de ville. Pour Hervé Morin, "à travers ce

nouveau contrat, la Région et l'Agglomération Fécamp Caux Littoral réaffirment leur volonté de soutenir des projets structurants, qui répondent aux besoins des habitants et contribuent à l'attractivité du territoire". Le président de Région rappelle également que le contrat de territoire est devenu *"un instrument très efficace"* au service des territoires normands.

Région, Département et Agglomération : une alliance financière au service des habitants

Le Département de la Seine-Maritime confirme de son côté son rôle de partenaire de proximité. *"Avec un soutien total de plus de 4 millions d'euros, le Département rend possible 11 des 13 projets contenus dans ce contrat de territoire"*, souligne Bertrand Bellanger. Il insiste sur *"la pertinence et l'efficacité"* de cet outil, garant d'une solidarité territoriale équilibrée.

Pour Laurent Vasset, ce contrat marque une étape importante pour l'agglomération. *"Grâce au soutien de la Région Normandie et du Département, 13 projets ambitieux peuvent voir le jour en faveur du développement économique, de l'offre de santé, de la mobilité douce ou encore de la dynamisation des centres-villes et centres-bourgs"*, précise le président de Fécamp Caux Littoral.

« Notre territoire doit devenir pilote dans l'économie décarbonée », ambitionne l'Agence d'urbanisme du Havre

Nicolas Le Jean

8-10 minutes

Vincent Duteurtre, 53 ans, a pris la tête de l'Agence d'urbanisme Le Havre – Estuaire de la Seine. Rôle de l'agence, forces et faiblesses du Havre, défis auxquels est confronté le territoire... Large tour d'horizon avec le nouveau directeur.



Pour Vincent Duteurtre, Le territoire de l'estuaire de la Seine a des atouts pour relever les défis de la décarbonation et de la réindustrialisation. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie



Par Propos recueillis par Nicolas Le Jean

Publié: 1 Février 2026 à 09h27 Temps de lecture: 4 min

L'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire de la Seine, qui contribue à l'élaboration des politiques publiques sur ce territoire, a un

nouveau directeur depuis quelques semaines : Vincent Duteurtre, 53 ans. Havrais d'origine et architecte de formation, a pris ses fonctions le 1er décembre 2025. Il a notamment piloté l'inscription de la ville au [patrimoine mondial de l'Unesco](#). Rôle de [l'agence](#), forces et faiblesses [du Havre](#), ambition pour le territoire... Le directeur s'exprime.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pouvez-vous présenter l'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire de la Seine ?

« Elle a fêté ses 60 ans en 2025. C'est la plus ancienne [agence d'urbanisme](#) de France. La volonté, c'était de créer une structure indépendante, qui puisse conseiller les collectivités dans leur développement. Notre domaine d'activité est donc l'ingénierie territoriale, l'accompagnement des acteurs publics et ceux du privé qui interviennent sur le territoire. Notre équipe compte 26 personnes aux métiers variés – géomaticien⁽¹⁾, urbaniste, paysagiste... – dont l'activité s'articule autour de trois volets. D'abord, le recueil de données sur le territoire (habitat, économie, mobilité...) et leur analyse, celle-ci permettant de définir les caractéristiques de ce territoire : ses points forts, ses points faibles, comment il fonctionne, comment il évolue... Ensuite, et c'est notre plus-value, la prospective : nous imaginons des aménagements possibles en lien avec les acteurs locaux avec lesquels nous fonctionnons en réseau. Enfin, nous produisons des documents et règlements d'urbanisme pour les collectivités, tels les PLUi, les SCoT⁽²⁾, qui sont en fait la traduction des stratégies d'aménagements. »

« Le Havre a un atout majeur : son site géographique. »

Vous évoquez les points forts et faibles du territoire. Quels sont-ils pour Le Havre ?

« Le Havre a un atout majeur : son site géographique, à la rencontre de la mer et du fleuve. Il en résulte des paysages exceptionnels, une lumière particulière qui a inspiré les impressionnistes... Autre atout, la présence de la mer, théâtre de nombreux loisirs et activités nautiques que les gens ne soupçonnent pas forcément. Beaucoup de gens viennent au Havre sans savoir qu'il y a une plage ! La mer fait aussi de la ville. Le premier port français, avec le réseau Paris-Rouen-Le Havre, est un port d'envergure mondiale qui draine beaucoup d'activité et d'investissements. La main-d'œuvre qualifiée des industries portuaires est aussi un facteur d'attractivité du Havre. Concernant les points faibles, Le Havre souffre encore, auprès du grand public,

d'une image de ville industrielle " rugueuse", minérale, et isolée, au "bout du monde". On note de plus une fragilité démographique : le territoire a perdu des habitants pendant longtemps. La faiblesse du Havre, c'est aussi sa taille intermédiaire : c'est une ville moyenne, en contraste avec l'envergure de son port, proche de Rouen et de Caen. »

À votre prise de fonction, vous évoquiez quatre défis pour le territoire de l'estuaire de la Seine : décarbonation, réindustrialisation, adaptation au changement climatique et attractivité. Lequel est le plus prégnant ?

« C'est difficile à dire, car ils sont liés. Ainsi, le territoire s'est développé depuis le 19^e siècle sur le charbon, et surtout après, sur la pétrochimie. Nous savons aujourd'hui quels sont les impacts écologiques de ce mode de fonctionnement, et nous savons qu'il faut en sortir. Mais en même temps, ce mode nous structure et nous fait vivre... Il y a donc un enjeu fondamental de développement économique avec une adaptation de l'outil industriel : décarbonation et réindustrialisation sont liés. Et pour développer de nouvelles industries, pour se décarboner, il faut faire venir des gens formés à ces nouveaux enjeux, et donc travailler sur l'attractivité du territoire, en montrant les points forts. »



Parmi les souhaits de Vincent Duteurtre, celui de développer l'activité de médiation de l'agence, pour construire « des récits engageants plutôt qu'alarmistes ». - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

Quelle part occupe la concertation citoyenne dans les projets d'aménagements qu'imagine l'Agence ?

« On ne construit plus de projets de manière verticale, que ce soit

pour un tramway ou pour la transformation d'un parking de bourg. Quand on voudrait que ce dernier devienne un espace déminéralisé partagé, qui va amener de multiples aménités sur le plan écologique, ça s'explique auprès de la population. Parce que la première réaction est souvent : "Ah non, on veut venir faire nos courses en centre bourg en voiture !" La concertation et la coconstruction sont aujourd'hui des ingrédients incontournables de l'élaboration de projet. »

« La médiation permet de construire des récits engageants plutôt qu'alarmistes. »

Dans un ordre d'idée proche, vous souhaitez développer l'activité de médiation de l'agence...

« En effet, car la médiation est un levier indispensable pour obtenir l'adhésion de la population face aux mutations du territoire, particulièrement pour les enjeux de transition écologique. Elle permet de transformer des données scientifiques en récits engageants et positifs plutôt qu'alarmistes. Nous disposons déjà de plusieurs outils pour animer le débat public : des "matinales", réunions d'échanges autour des résultats d'une étude, des expositions – telle celle réalisée sur la skyline du Havre, et des visites sur site pour présenter des projets urbains. »

Si vous deviez formuler une ambition à l'échéance de dix ans pour le territoire de l'estuaire de la Seine, quelle serait-elle ?

« Mon souhait est que nous devenions un territoire pilote pour l'économie décarbonée. Le territoire abrite déjà une ingénierie de pointe et des industries qui investissent massivement dans de nouveaux process, appuyons-nous dessus. Parallèlement, nous devons briser les frontières administratives pour construire une véritable identité estuarienne commune, en renforçant les liens entre Le Havre, [Rouen](#) et [Caen](#). L'estuaire ne doit plus seulement être vu comme une limite physique, mais comme la porte d'entrée ouest vers Paris. »

(1) À la croisée de la géographie et de l'informatique, le géomaticien exploite des données spatiales pour modéliser un territoire. (2) Plan local d'urbanisme intercommunal ; schéma de cohérence territoriale.

Lire aussi

[Près du Havre, suspectée d'avoir assassiné son mari, elle met en cause un voyant de Rouen](#)

[Et si Le Havre devenait le nouveau temple du beatboxing ? C'est l'ambition de l'artiste Boulesto](#)

Près de Rouen, cette ville veut interdire les camions en centre-ville « avant un accident »

~4 minutes

Le maire de Maromme (Seine-Maritime), commune près de Rouen, souhaite interdire le passage des camions dans le centre-ville. Précisions.

Sur le même thème

[Automobile](#)

[Circulation](#)



Le maire de Maromme (Seine-Maritime), commune près de Rouen, souhaite interdire le passage des camions dans le centre-ville. Précisions. (©Illustration/AdobeStock)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 31 janv. 2026 à 17h32

« Il faut prendre ce genre de décision avant qu'il n'y ait un accident. » Le 28 janvier 2026, **David Lamiray**, le maire de [Maromme \(Seine-Maritime\)](#), a communiqué sur son souhait de prendre un arrêté visant à interdire les poids lourds — plus précisément les véhicules en transit de 7,5 tonnes (sauf desserte locale) — sur les grands axes de sa commune. Cette interdiction viserait l'accès à **la rue des Martyrs de la Résistance et la route de Dieppe**. Mais avant d'être entériné, cet arrêté doit être validé

par la préfecture.

« Maromme est le contournement ouest de Rouen par défaut »

Dans un communiqué partagé sur X (anciennement Twitter), David Lamiray détaille son choix d'interdire les camions sur les deux axes les plus passants de la commune.

Interrogé par *76actu*, le maire de la commune justifie sa volonté : « Cela fait plusieurs mois que l'on voit le trafic de véhicules passant dans la ville considérablement augmenter. Dans ces flux, les camions ont une grande place. Et on le sait, c'est de notoriété publique, Maromme est le contournement ouest de Rouen par défaut ».

La présence massive et continue de ces véhicules dans l'espace urbain, au sein de zones résidentielles et commerciales n'est pas sans poser de multiples problèmes. Ce transport routier d'une grande ampleur accentue la dégradation des conditions de circulation qui sont déjà difficiles sur les axes principaux.

« Après avoir réaménagé le centre-ville, il ne paraît plus convenable d'avoir ces camions qui frôlent les piétons », confie le maire qui entend donc prendre « une mesure proactive », avant qu'un accident ne se produise.

La préfecture doit valider l'arrêté

Si David Lamiray dispose en tant que maire de la compétence sur les voiries de sa commune, il demeure une spécificité lorsqu'il s'agit d'axes de grande circulation, comme c'est le cas avec la route de Dieppe et la rue des Martyrs de la Résistance.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Dans ce cas, le maire doit faire entériner l'arrêté par les services de l'état », note l' élu qui indique qu'un courrier a été adressé en ce sens auprès de la préfecture.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Interrogée par *76actu*, la préfecture de la Seine-Maritime répond : « À ce stade, l'arrêté municipal n'a pas été transmis aux services de l'État, ni pour avis préalable, ni au titre du contrôle de légalité. Aucune instruction formelle n'a donc été engagée par la préfecture ». Affaire à suivre...

Quels sont les changements attendus dans le port de Dieppe en 2026 ?

Loïc Potier

7-9 minutes

Ancré dans la ville de Dieppe, le port aux multiples facettes s'adapte aux nouvelles activités tout en préservant son histoire. La pêche et la plaisance vont bien. Mais le Transmanche a connu une baisse de sa fréquentation en 2025.



Publié: 1 Février 2026 à 07h06 Temps de lecture: 2 min

C'est un bilan 2025 contrasté qu'a dégagé Ports de Normandie de l'année 2025 pour les installations dieppoises, mais les perspectives 2026 sont plutôt encourageantes et cela malgré l'ensemble des difficultés et incertitudes économiques qui pèsent actuellement dans la région et dans le monde. La ligne Transmanche entre Dieppe et Newhaven s'est tassée en 2025, les activités commerciales, la pêche et la plaisance se portent plutôt bien. 2026 commence toutefois sur de bonnes bases.

1. Le Transmanche stagne



Arrivée du Transmanche à Dieppe pour lequel la fréquentation de la ligne s'est tassée, l'année des 200 ans de la première liaison France/Angleterre. - Photo archives LP/Paris Normandie

Après une énorme progression entre 2022 et 2024, la liaison voyageurs entre Dieppe et Newhaven a connu une baisse significative de près de 10 % avec 368 814 passagers. Ce nouveau chiffre correspond approximativement à l'activité avant Covid. Les deux bateaux *Côte d'Albâtre* et *Seven Sisters* font deux rotations quotidiennes en hiver et trois à compter du 1er mai. Le délégataire de la ligne est la compagnie danoise DFDS Seaways qui vient juste de [changer de directeur avec l'arrivée de Rémi Liger-Belair](#). L'association des usagers TUG horizon tiendra son assemblée générale le mardi 3 février à 18 h au pavillon Ango de Dieppe.

Si les passagers sont moins nombreux, ce n'est pas le cas du frêt qui a connu une légère progression avec 24 542 passages de poids lourds pour un tonnage légèrement inférieur, marquant le ralentissement des échanges France/Angleterre. Concernant l'activité croisière, Dieppe n'est pas bredouille avec une escale de 54 visiteurs. Le grand projet prévu pour 2030 est l'électrification à quai des ferries. En résumé, les bateaux amarrés ne se serviront plus de leurs moteurs pour alimenter en électricité le navire. Sur Dieppe, l'électrification est programmée pour 2028.

2. Le commerce surnage grâce aux enrochements



L'activité commerciale est soutenue avec les éoliennes et les enrochements prévus au large de la centrale de Penly. - Photo archives LP/Paris Normandie

L'année 2025 a été très impactée par le début de la construction de l'EPR 2 sur la centrale nucléaire de Penly, le chantier éolien offshore et la hausse du tonnage est spectaculaire. Depuis de longs mois, [le transit de pierres d'enrochement pèse lourd](#) dans l'activité avec 188 675 tonnes. Graves de mer, éoliennes terrestres et maritimes ont alimenté l'activité. Le chiffre très inquiétant reste l'importation de graines de colza : il est nul et aucune attente n'est

espérée pour 2026. Les perspectives pour l'année à venir sont une baisse de l'éolien terrestre.

3. La pêche s'en sort bien



Vive les belles coquilles Saint-Jacques, moteur de l'activité pêche à Dieppe. - Photo archives LP/Paris Normandie

Malgré les naufrages de 2025 qui ont montré toute la solidarité des gens de la mer, les chiffres de la pêche sont plutôt bons avec une hausse de 4,2 % de débarque, soit 6 353 tonnes avec 87 % de coquilles Saint-Jacques. Le prix de vente moyen à la criée a augmenté aussi, s'élevant à 3,06 € le kilo. Les poissons et les bulots ont également été mieux vendus. Pour 2026, d'importants travaux sont prévus avec la mise aux normes des infrastructures portuaires, de la rénovation du système froid et de la toiture de la halle à marée, ainsi que le traitement des déchets. Concernant l'élévateur à bateaux, 167 manipulations ont eu lieu et de nombreux bateaux de pêche venant d'autres régions ont profité des installations dieppoises. Les nouvelles entreprises comme le chantier naval Padmos, les motoristes de Méca diesel et dans un autre registre les remorqueurs TSM s'implantent bien.

4. La plaisance garde le cap





L'activité plaisance a confirmé l'intérêt des touristes étrangers pour la région dieppoise. - Photo archives LP/Paris Normandie

Si l'activité 2025 de la plaisance est stable par rapport à 2024, le nombre de nuitées est en forte hausse, preuve de l'intérêt touristique et patrimonial de la région dieppoise. Ce sont les étrangers qui viennent plus nombreux. Sur Dieppe, ce sont essentiellement les pays du Nord de l'Europe : Belges, Néerlandais, Allemands, Danois qui sont les plus nombreux. Pour 2026, il est question de refaire les sanitaires et de créer une zone de collecte des déchets. Soulignons que le port de Dieppe remporte chaque année le pavillon bleu et qu'il souhaite le conserver le plus longtemps possible.

5. Les infrastructures se modernisent



Les premiers essais du pont Colbert ont eu lieu à la fin du mois de janvier pour une ouverture... pas avant fin février. - Photo Facebook Hervé Reaux

2026, c'est la réouverture du pont Colbert. Elle devrait avoir lieu après la fin du mois de février ; la remise en route de l'ouvrage d'art est vraiment attendue des Dieppois. Dans l'avant-port de Dieppe, la base de maintenance du parc éolien offshore poursuit sa construction. À terme, les bateaux de servitude accosteront à Dieppe. Dans le port de commerce, la démolition du hangar d'Afrique est programmée, offrant des possibilités pour le développement du vrac. Il est question aussi de renforcer la vénérable forme de radoub, transformée en 2015 en port à sec. Le programme d'investissement pour 2026 est de 13 M€ pour 2026.

Lire aussi

À Rouen, le rush en mairie avant la clôture des inscriptions sur les listes électorales

Blaise Diagne

7–9 minutes

C'est un grand classique des approches d'élection : les demandes d'inscription sur les listes électorales se bousculent. À quelques jours de la clôture vendredi 6 février 2026, reportage à la mairie de Rouen.



Publié: 30 Janvier 2026 à 18h05 Temps de lecture: 2 min

Ça montait crescendo depuis la rentrée de septembre 2025, avec plus de 300 inscriptions mensuelles. C'était déjà cinq fois plus qu'en temps normal. Dans le petit service « administration générale » de l'hôtel de ville de [Rouen](#), le changement d'année a encore accéléré les choses. Les demandes d'inscription sur les listes électorales ont définitivement pris le pas sur les autres démarches, attestation d'accueil et certification de signature – le plus souvent dans le cadre d'actes notariés – en tête. L'élection municipale approche.

Le pic de la Saint-Sylvestre

Ce mercredi 28 janvier 2026, le temps presse : encore une semaine pour s'inscrire en ligne, neuf jours pour effectuer la démarche en mairie. « *La clôture des inscriptions est fixée à six semaines avant chaque scrutin depuis déjà plusieurs années* [depuis le 1er janvier 2019, NDLR]. *Pourtant, cette année encore, on a eu un vrai pic le 31 décembre, plusieurs dizaines de personnes et des appels de gens inquiets pour leur inscription.* »

(« Il y a eu 100 demandes rien que pour cette nuit. »

Agnès Farail, directrice adjointe du service état civil à la Ville de Rouen

La directrice adjointe du service état-civil Agnès Faraill en sourit. « *La procrastination... On est tous comme ça, moi la première !* » L'avalanche de demandes en cours n'étonne donc personne. « *Il y en a eu 100 rien que pour cette nuit, et 150 lundi matin, à la sortie du week-end.* » Autant de dossiers à traiter ensuite dans un délai de cinq jours par ses agents, avec le renfort à plein temps d'une collègue de la mairie de proximité du Châtelet.

Un dossier sur dix en moyenne est rejeté. « *Un justificatif illisible, une personne qui n'a pas le droit...* » Il faut alors relancer, jusqu'à trois fois en quinze jours, par mail, avec une efficacité à géométrie variable. « *Souvent on arrive directement dans les spams donc les gens ne les voient pas* », indique, lucide, Alban Berrubé. L'agent joue de la souris ergonomique dans le service depuis septembre 2025 ; il vit donc son premier rush pré-électoral.

S'installe face à lui Matthieu Revert. Le jeune homme est l'exception qui confirme la règle : à 26 ans, il a choisi de se déplacer pour remplir ce qu'il appelle son devoir citoyen. Ses 26 ans tranchent avec la moyenne d'âge habituelle de ceux qui font le trajet jusqu'en mairie. « *Surtout des personnes âgées, c'est vrai*, indique Agnès Faraill. *À Saint-Sever ou au Châtelet* [les deux mairies de proximité où les gens peuvent aussi faire leur demande], *en quartiers QPV, on est plus sur des gens éloignés du numérique, avec moins de facilité à manipuler les outils.* »

« Au moins, je sais que c'est fait »

Matthieu n'est ni l'un, ni l'autre. Arrivé du Pas-de-Calais au printemps dernier, il dit simplement préférer « *le contact avec les gens. Et au moins je sais que c'est fait.* » Le neo Rouennais a profité de deux jours d'arrêt de travail pour franchir les portes du service. Il tend sa carte d'identité à l'agent, et dégage son portable pour envoyer son justificatif de domicile par mail.

Son interlocuteur tique. « *Il y a un souci par contre, c'est un téléphone portable sur votre facture de téléphone...* » Confus, Matthieu Revert retrouve un bulletin de salaire qui fait l'affaire. Edf, attestation d'assurance, quittance de loyer... « *Tout est au nom de madame !* » Il se promet de lui rappeler le soir même de s'inscrire à son tour. « *Elle le fera en dématérialisé je pense, vendredi, sur son jour de repos.* » Deux voies pour un même but : le couple ira voter au lycée Saint-Saëns.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent](#)

Tramway dans l'agglomération du Havre : un médiateur à la rencontre des riverains du chantier

Romain Huynh

7-9 minutes

Sur le chantier du tramway, trois médiateurs s'emploient à apporter des réponses aux riverains inquiets ou impactés par les travaux. Nous avons suivi Julien Thoreux, le référent présent sur le terrain depuis plusieurs mois. Reportage.



Publié: 2 Février 2026 à 07h28 Temps de lecture: 2 min

Avant d'intégrer la direction tramway de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, Julien Thoreux a exercé plusieurs métiers. Il a été, un temps, coordinateur dans le cinéma. En route vers [Harfleur](#) où nous devons rencontrer un riverain, il raconte : « *Un tournage de film, ça prend de la place, on va déranger des gens, bouleverser leur quotidien... il y a des contraintes, il faut s'organiser, expliquer. Un chantier, c'est pareil.* » Alors, quand il part à la rencontre des habitants dont le quotidien est chamboulé par les travaux du tramway, il convoque ses souvenirs de tournage. Et joue son rôle de [médiateur](#).





Pour Julien Thoreux, médiateur référent, l'enjeu est de faire en sorte que « la vie en ville continue ». - Romain Huynh/Paris Normandie

Ce vendredi après-midi, le premier arrêt sera donc à Harfleur, entre le quartier de Beaulieu et Rouelles. Là où l'ancienne ligne express régionale (LER) est en passe d'être remplacée par la nouvelle ligne de tramway. À côté de ce qui fut la maison du garde-barrière, Arnaud, la quarantaine, reçoit la visite du médiateur. « *Nous avons dû acheter une petite partie de la propriété de Monsieur, pour faire passer la ligne de tramway*, explique ce dernier en sonnant au portail. *La vente a été conclue, maintenant il doit nous donner l'autorisation d'effectuer des travaux sur sa propriété.* » Les travaux, en l'occurrence, consisteront à reculer sa clôture.

Le rôle du médiateur référent

Julien profite de la visite pour lever les inquiétudes éventuelles du riverain. Arnaud vit ici depuis quarante ans, dans une maison qui était celle de ses parents avant de devenir la sienne. Les nuisances liées au passage du tram ne l'inquiètent donc pas outre mesure. Il retrace les différents types de machines qu'il a vu passer sous ses fenêtres au cours des quatre dernières décennies, toutes plus ou moins bruyantes.

« *Ce sera comme un train, mais nettement moins bruyant* », affirme Julien. « *Moi, ce que j'appréhende, c'est surtout le risque d'accidents*, répond Arnaud. *Je vois souvent des coureurs, avec leurs écouteurs dans les oreilles, ils n'entendent pas ce qui arrive autour d'eux. Et le tramway passera beaucoup plus souvent que le train. Je pense qu'on va se faire quelques frayeurs...* »

« Faire cohabiter l'intérêt public de la communauté et les intérêts particuliers »

Le médiateur repart, après s'être engagé à revenir rapidement. Tant que les travaux sur la propriété d'Arnaud ne seront pas achevés, les échanges se poursuivront. « *Ce chantier, pour les gens, ce n'est vraiment pas anodin*, explique-t-il. *Ils doivent composer, tous les jours, avec les conséquences de travaux qu'ils n'ont pas demandés.* »





Dans l'agglomération, la construction de la nouvelle ligne impose des aménagements importants, comme ici à Harfleur. -
Communauté urbaine LHSM

Contrairement à ses deux collègues médiateurs, Julien Thoreux n'a pas de secteur attribué. Il est médiateur référent, c'est donc lui qui, le premier, dès septembre 2024, a pris contact avec les riverains dont les accès seraient impactés par la construction de la nouvelle ligne. Il a notamment été chargé des « reconstitutions riveraines », autrement dit de rétablir les accès aux habitations et aux entreprises lorsqu'ils se trouvent empêchés par le chantier.

Assurer le lien avec la police et les secours

C'est notamment ce qui s'est passé rue de Valmy, où se trouvent les locaux de la Bourse d'aide aux chômeurs. Située entre deux futures stations du tramway, l'association a vu son entrée déplacée. La structure assure l'intermédiaire entre des salariés en insertion et des entreprises, particuliers ou collectivités. Nettoyage, manutention, espaces verts... autant de prestations proposées par l'association, mais qui nécessitent un peu de matériel. C'est d'ailleurs l'objet des échanges entre Olivia Drieu, directrice de la structure, et Julien Thoreux. *« On a un garage auquel, actuellement, on ne peut pas accéder, explique-t-elle. Or on en a besoin. On a un véhicule utilitaire, qui sert notamment pour transporter le matériel de travail en espaces verts. On doit pouvoir le décharger... »* Charge au médiateur de revenir vers l'association avec une solution adaptée à ses besoins.

« Aller voir les riverains, cela représente environ la moitié de mon travail, précise-t-il alors que nous regagnons son bureau à la Chambre de commerce et d'industrie. Je suis aussi régulièrement en lien avec la police, quand on a du mal à faire respecter des modifications de la circulation... ou bien avec les pompiers et autres services de secours, quand certaines voies passent durablement en sens unique et qu'ils doivent en tenir compte. » Avant de résumer l'enjeu de son travail : *« faire cohabiter l'intérêt public de la communauté et les intérêts particuliers. Faire en sorte que malgré le chantier, la vie en ville continue. »*

Plateau de Caux : 6,8 M€ pour « protéger » le territoire et préparer l'arrivée de nouveaux habitants

Doriane Recht

4–6 minutes

Signature d'un contrat territorial de 6,8 millions d'euros, visite du pôle d'échanges de la gare de Motteville... Élus et partenaires comptent accompagner l'attractivité du Plateau de Caux, sans laisser les communes subir la pression démographique.



Par Doriane Recht

Publié: 2 Février 2026 à 08h47 Temps de lecture: 2 min

Au cœur des échanges, un sujet très concret : le maintien des commerces de proximité. Derrière [l'intitulé technique du dispositif ACTe](#), la volonté affichée est d'éviter une disparition progressive des services en centre-bourg.

Une boulangerie qui rouvre, c'est un signe de vie, un signe de renaissance.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le principe est présenté comme un effet levier : pour un euro investi par l'intercommunalité, la Région en apporte quatre. Un élu insiste sur la portée symbolique de ces soutiens : « *Une boulangerie qui rouvre, c'est un signe de vie, un signe de renaissance.* »

Autre outil évoqué : la Foncière régionale, qui peut acheter les murs pour permettre l'installation d'artisans ou commerçants, avec des loyers modérés.

Une piste BMX pensée « à l'échelle régionale »

Parmi les projets marquants, Yerville se distingue avec la création d'une piste de BMX de 360 mètres, dimensionnée pour viser plus haut que le simple équipement local.

L'objectif est de structurer un projet en lien avec la fédération française. En ligne de mire, la possibilité d'un futur pôle sports-études.

Saint-Laurent-en-Caux : une mairie qui devient un pôle de services

Autre investissement emblématique : la création d'une mairie « nouvelle génération » à Saint-Laurent-en-Caux. Le bâtiment ne serait plus seulement administratif, mais conçu comme un lieu de services, intégrant notamment un espace de coworking et une agence postale.

Mobilité : Motteville, « porte d'entrée du Plateau de Caux »

La séquence s'est prolongée à la gare de Motteville, présentée comme un maillon stratégique du territoire. Les élus rappellent que la Normandie connaît un regain d'attractivité, avec un solde migratoire positif estimé à 15 000 personnes par an.

Dans ce contexte, la mobilité devient un enjeu central. La fréquentation des lignes normandes est annoncée en hausse de 23 %, et l'ouverture à la concurrence est défendue comme un levier pour obtenir « 50 % de trains en plus », tout en maîtrisant les coûts.

Sur place, le pôle d'échanges illustre cette ambition : 71 places de stationnement modernisées et bornes de recharge déjà installées.

Pour le président du Département Bertrand Bellanger, l'institution doit jouer un rôle de « *protecteur des territoires* » et de « *garant de la solidarité territoriale* ».

Lire aussi

[À Yvetot, l'ancien tribunal d'instance pourra-t-il être transformé en logements ?](#)

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

[À Beuzeville-la-Grenier, Max Obione présente son nouveau film tourné sur place](#)

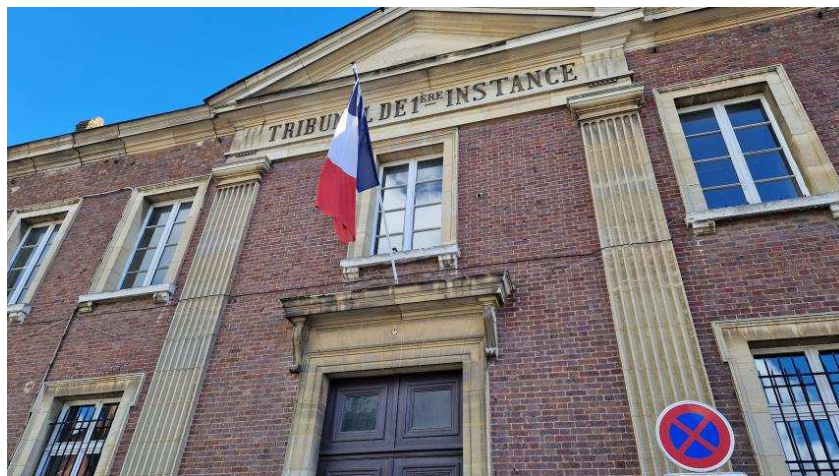
Contenus sponsorisés

À Yvetot, l'ancien tribunal d'instance pourra-t-il être transformé en logements ?

Mireille Loubet-Anquetil

6-7 minutes

La Ville d'Yvetot a annoncé en conseil municipal, mercredi 28 janvier 2026, le lancement d'une étude de faisabilité pour envisager la réhabilitation de l'ancien tribunal d'instance.



Un nouveau projet pourrait émerger pour l'ancien tribunal d'instance, propriété de la Ville d'Yvetot, totalement inoccupé depuis début 2025. - Paris Normandie



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 1 Février 2026 à 18h00 Temps de lecture: 1 min

Par trois fois, entre 2023 et 2025, la Ville d'Yvetot a mis en vente l'ancien tribunal d'instance, bâtiment patrimonial emblématique du centre-ville, rue du Couvent. Sans succès. Ici, la justice a délaissé ses audiences de proximité, dès 2010, laissant les étages

totallement inutilisés. Quant au point d'accès au droit, ouvert par la commune au rez-de-chaussée, il a fini par rejoindre les locaux de France Services au siège de la communauté de communes, en fin d'année 2024.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Infestation à la mérule

Début 2025, la dernière occupante du lieu, [l'association La Bicyclerie](#) installée dans une petite annexe de la bâtisse, a trouvé un local plus vaste et mieux adapté à son activité.

Mais alors que faire de cette propriété d'une superficie de 1234 m², dont la moitié supporte ce bâtiment en briques du début du XIX^e siècle, avec sa façade Empire ornée de colonnes et surmontée d'un chapiteau de pierres ? Car l'état sanitaire général du bâtiment est problématique. En novembre 2024, [la Ville d'Yvetot déclare deux foyers d'infestation à la mérule](#) dans sa commune. L'un concerne justement l'ancien tribunal. Le bâtiment inoccupé, mal aéré a été un terrain idéal pour la prolifération de champignons sur les boiseries et les charpentes. Et pour corser encore un peu la situation, le terrain est concerné par une « *zone de cavités souterraines* ».

« Les propositions ne nous convenaient pas »

[La dernière tentative de mise en vente avait laissé toute une année \(jusqu'à fin octobre 2025\)](#) aux potentiels acquéreurs pour réfléchir à un nouveau projet sur le site. Les élus yvetotais ont appris finalement, mercredi 28 janvier 2026, au gré des communications livrées en début de conseil municipal, que la Ville n'avait finalement pas donné suite à cette procédure de mise en vente.

« Les propositions ne nous convenaient pas. Il y avait un avis défavorable de la commission attractivité, a expliqué Virginie Blandin, en réponse aux interrogations répétées de Françoise Deniau. Aussi, nous avons travaillé sur d'autres possibilités pour conserver le tribunal dans notre patrimoine et trouver une solution de réhabilitation. Et pour confirmer cette solution, une étude doit être faite, prise en charge, à 50 %, par le programme Petite ville de demain ».

(Nous avons travaillé sur d'autres possibilités pour conserver le tribunal dans notre patrimoine.

Virginie Blandin, Adjointe Ville d'Yvetot

L'intégrité du site serait conservée

La première adjointe d'Yvetot a précisé encore que les discussions pour une réhabilitation de l'ancien tribunal sont entamées avec une association, à but social, qui exerce des missions dans le logement, sans plus de précisions. Le projet devrait permettre de conserver l'ensemble des bâtiments, mais aussi le jardin, situé à l'arrière et l'annexe.

Le projet concernerait donc du logement à but social « *mais pas que. La grande salle pourrait servir à autre chose mais il faut d'abord vérifier la faisabilité technique et économique* », ajoute encore Virginie Blandin. Pour clore le sujet, le maire Francis Alabert a rappelé que le projet envisagé ne concerne pas un bailleur social. Il a fait la promesse aux élus municipaux qu'ils seraient informés du projet et de son avancement, plus en détail, après les élections municipales « *lorsque nous aurons à délibérer sur ce point* ».

Lire aussi

[Rouen : la chambre de l'instruction vire au cours de droit en pleine audience](#)

[Plateau de Caux : 6,8 M€ pour « protéger » le territoire et préparer l'arrivée de nouveaux habitants](#)

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[pays de Caux Yvetot \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Attention, cette rivière près du Havre polluée par des hydrocarbures est interdite d'accès

2-3 minutes

Des odeurs de produits pétroliers et une iridescence de surface ont été constatées sur la rivière Saint-Laurent en amont d'Harfleur (Seine-Maritime). L'accès y est interdit.

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Pollution](#)



Des traces d'hydrocarbures ont été observées dans la rivière Saint-Laurent près du Havre. (©Illustration L'Echo, le Régional)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 30 janv. 2026 à 13h24

Alerte pollution. Depuis quelque temps, la rivière Saint-Laurent, en amont d'Harfleur près du [Havre](#), était **victime d'une pollution aux hydrocarbures**, indique la ville par voie de communiqué.

Dans le détail, « des **odeurs de produits pétroliers** et une iridescence de surface ont été constatées », explique la municipalité. Des opérations bloquantes ont donc été lancées cette semaine pour déterminer l'origine de cette pollution qui, d'après la mairie, aurait été trouvée sans que l'on n'en sache davantage

L'accès est interdit

Le « nettoyage » de ce cours d'eau est actuellement en cours de traitement par la Communauté urbaine, la Police de l'Eau et de l'Environnement, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime, et les Services Techniques de la Ville d'Harfleur.

À noter que le temps de ces opérations, **la pêche et les contacts avec l'eau de la rivière sont formellement interdits** « pour la sécurité de tous ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen. Eglises profanées, assassinat du père Jacques Hamel... Mgr Dominique Lebrun revient sur ces faits marquants

Justine Carrère

2-3 minutes

Des églises seinomarines ont récemment été la cible d'actes de profanation. Vendredi 30 janvier, lors d'une conférence de presse, M^{gr} Dominique Lebrun, archevêque de Rouen, est revenu sur trois faits marquants. A Rouen, Orival et Clères, trois églises ont été profanées. Il est aussi revenu sur un événement important, les 10 ans de l'assassinat du père [Jacques Hamel](#) en juillet prochain.

- **A lire aussi.** [Rouen. L'église Saint-Sever victime d'une profanation : les hosties ont été volées](#)

"Ça remet en cause la liberté fondamentale de culte"

"A Rouen, à l'église Saint-Sever [vendredi 16 janvier], il y a eu une profanation puisqu'il y a eu vol d'hostie consacrée", indique M^{gr} Dominique Lebrun. A Orival, il y a trois jours [mardi 27 janvier], il y a eu un vol "d'un tabernacle et d'une burette liturgique en métal précieux" et "dans l'église de Clères, il y a eu une tentative d'incendie". Des nappes ont été regroupées pour être brûlées. "Pour nous, c'est très triste. Ça remet en cause la liberté fondamentale de culte", confie l'archevêque de Rouen. Ces profanations "m'interrogent beaucoup sur quelle éducation nous faisons dans notre société pour qu'on en arrive là", poursuit-il. A chaque fois, les responsables de la paroisse ont déposé plainte car "nous souhaitons que la justice soit faite".

Les 10 ans de l'assassinat du père Jacques Hamel

Le 26 juillet prochain, cela fera 10 ans que le père Jacques Hamel a été assassiné en l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray. *"Il n'y a pas eu de ressentiment, il n'y a pas d'esprit de vengeance, et ça dure depuis 10 ans", assure M^{gr} Dominique Lebrun. "Malgré*

d'autres exactions dans le monde et en France, je vois un désir de vivre ensemble et d'approfondir des amitiés", comme celle qui s'est créée entre [Roselyne Hamel](#), sœur du père Hamel et Nassera Kermiche, mère d'Adel Kermiche, l'un des terroristes tués lors de l'assassinat du père Jacques Hamel.

Aujourd'hui, six grands panneaux permettent d'en savoir plus sur la vie et le parcours du père Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray.

L'archevêque de Rouen « très inquiet » après des profanations et une tentative d'incendie dans une église

~3 minutes

En l'espace de 15 jours, trois actes malveillants ont été recensés dans le diocèse de Rouen, dont une tentative d'incendie. L'archevêque s'inquiète de la situation.

Sur le même thème

[Gendarmerie](#)

[Incendie](#)

[Religion](#)



Lors d'une conférence de presse, l'archevêque de Rouen, Dominique Lebrun, s'est inquiété de trois actes malveillants commis dans plusieurs églises du diocèse en seulement 15 jours. (©YR/76actu)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 30 janv. 2026 à 20h10

Trois faits en seulement 15 jours. Il y a « une vraie préoccupation » pour **l'archevêque de Rouen**, Mgr Dominique Lebrun. Après le [vol d'hosties consacrées](#) à l'église Saint-Sever de [Rouen](#) le 16 janvier dernier, deux autres églises du diocèse rouennais ont été victimes d'actes malveillants. En l'occurrence, une profanation et une tentative d'incendie.

Une tentative d'incendie à Clères

Selon l'archevêque, **des vols** ont été constatés au sein de **l'église d'Orival**, notamment « des burettes en métaux précieux », le 27 janvier dernier. À Clères, **une tentative d'incendie** a été stoppée dans la journée du 29 janvier 2026. Selon Mgr Lebrun, l'auteur de cette tentative a allumé un feu « en rassemblant des nappes d'un des autels » du lieu de culte. Les dégâts seraient cependant « limités ».

Pour l'heure, les auteurs de ces deux faits n'ont pas été interpellés. Tout comme celui à l'origine du vol des hosties de l'église Saint-Sever.

Ces actes « m'inquiètent beaucoup », réagit Mgr Lebrun. « Il y a quelque chose qui ne va pas bien. » D'après lui, « la liberté religieuse fait partie des libertés fondamentales ». Et aujourd'hui, il a le sentiment que certains **s'attaquent à cette liberté**. Pour autant, il ne veut pas en venir à fermer les églises en dehors des temps de présence des prêtres : « Comme me l'a dit un curé, on ne peut pas priver les fidèles de leurs droits. »

Se disant « beaucoup touché » par ces actes malveillants, l'archevêque de Rouen confirme que le diocèse a **déposé plainte** « à chaque fois ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dans le diocèse de Rouen, 2026 sera marquée par la commémoration des 10 ans de l'assassinat du père Hamel

Violaine Gargala

4-5 minutes

En ce début d'année, l'archevêque de Rouen, Monseigneur Dominique Lebrun, a balayé l'actualité à venir pour le diocèse.



Monseigneur Dominique Lebrun, en conférence de presse vendredi 30 janvier 2026. - Photo Paris Normandie



Publié: 30 Janvier 2026 à 18h36 Temps de lecture: 1 min

En ce début d'année, Monseigneur [Dominique Lebrun](#) a balayé l'actualité du diocèse de Rouen en 2026. Et celle-ci sera bien sûr marquée par les commémorations entourant les dix ans de [l'assassinat du père Hamel](#), tué alors qu'il célébrait une messe à Saint-Étienne-du-Rouvray. Cet événement suscite la « tristesse » et ravive « souvenirs et blessures » auprès de l'archevêque de Rouen. Qui retient aussi des effets positifs : « On vit depuis sans aucune envie de vengeance. Notre amitié pour les musulmans est intacte et réciproquement », évoque-t-il lors d'une conférence de presse vendredi 30 janvier 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Entente entre religions

« *Je ne suis pas naïf, poursuit l'homme d'Église. Je sais bien qu'il y a des personnes qui n'aiment pas la religion chrétienne mais il y a une sorte de consensus autour du père Hamel, localement et plus largement* ». La messe hommage célébrée le 26 juillet 2026 sera retransmise sur France 2 dans « *Le jour du Seigneur* ». Un temps de prière devant sa tombe, à Bonsecours, devenu un lieu de [pèlerinage](#), est aussi prévu. Le parvis Jacques Hamel, à Saint-Étienne-du-Rouvray, sera également inauguré ce jour-là. Des initiatives pourraient aussi être mises en place par l'État.

Dans l'esprit d'entente interreligieux, un autre événement est prévu mercredi 4 février devant le parvis de la cathédrale de Rouen. À l'occasion de la Journée internationale de la fraternité humaine, proclamée par l'ONU, le comité interconfessionnel de Rouen a invité « *des musiciens de plusieurs confessions, dirigés par le chef de chœur de la cathédrale, à jouer ensemble. Il y aura aussi des prises de parole* ».

Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs](#)

[Hockey. « Soyez sans pitié » : la finale de la Coupe de France avec les supporters des Dragons de Rouen](#)

[Hockey sur glace : à Rouen, les supporters des Dragons ont aussi vibré dans leur antre lors de la finale](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Normandie](#) [Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Municipales 2026 : à Yvetot, l'enjeu de rendre la ville plus attractive - ICI

Simon Maunoury

6-7 minutes

Quatre listes sont en lice pour conquérir la mairie d'Yvetot aux prochaines élections municipales. © Radio France - Simon Maunoury

Diffusé le lundi 2 février 2026 à 6:31

Publié le lundi 2 février 2026 à 6:31

À moins de six semaines du premier tour des élections municipales, ICI Normandie se penche, lundi 2 février, sur l'un des enjeux du scrutin d'Yvetot (Seine-Maritime), celui de l'attractivité.

Les élections municipales approchent à grand pas et tous les candidats mènent leur campagne et proposent ses idées. **Tous les programmes n'ont pas été dévoilés, mais les critiques pleuvent d'ores et déjà.** C'est le cas à Yvetot où quatre listes se présentent. ICI Normandie fait le point, lundi 2 février 2025 sur l'enjeu de l'attractivité de la commune.

Derrière son bureau, David Lefevbre prépare sa campagne. Son programme est quasiment bouclé, mais il reste pour le moment confidentiel. *"Il y a des bonnes choses de faites, d'autres choses qui ne vont pas assez vite à mon goût. Il faut redynamiser le centre-ville, il ne faut pas que le dire, il faut le faire. Améliorer le stationnement, le sens de circulation et attirer les gens vers le centre-ville"*, explique le candidat qui se présente sans étiquette. **Il note aussi un manque d'animations** et surtout *"un gros problème de communication quand il y a des événements sportifs ou culturels"*.

"Le dimanche, Yvetot est mort"

Pour Dominique Taladun Chauvel, tête de liste pour l'union de la droite, Yvetot s'est endormi. **Elle ne reconnaît plus la ville qu'elle a connue il y a plusieurs décennies.** *"À l'époque, quand je voulais sortir le dimanche sur certaines animations, on pouvait les*

trouver. Maintenant, le dimanche, Yvetot est mort, il n'y a plus rien. Avant, il y avait la braderie, il y avait beaucoup de commerçants, des activités, des animations. Là on ne retrouve plus ça", se désole celle pour qui c'est la première candidature.

La première adjointe à la ville d'Yvetot **Virginie Blandin n'accepte pas cette critique qu'elle trouve injuste**. *"Moi, je pense qu'on ne doit pas habiter la même ville. On propose des animations culturelles que l'on ne trouve qu'au Havre, à Rouen ou à Paris. La fête de la musique a retrouvé une dynamique depuis trois ans et permet que nos habitants n'aillent plus forcément à Caudebec"*, se défend-elle, avant de poursuivre sur le bilan de la majorité sortante, *"Quasiment tous les week-ends il y a des animations proposées sur Yvetot, on est pris tous les week-ends, donc j'ai du mal à entendre qu'Yvetot est une ville morte et qu'il n'y a rien"*, poursuit Virginie Blandin agacée.

Trop âgé pour se représenter ?

Certains électeurs pointent également du doigt l'âge du maire actuel, 77 ans. **À la fin du prochain mandat, il en aura 83**. *"Sur la santé et sur les années, je ne fais aucune stratégie, ni aucun pari. La santé peut être très perturbatrice, mais aujourd'hui nous avançons de façon compacte comme une mêlée de rugby qui avance"*, tient à souligner Francis Alabert.

Une autre candidate se présente sans étiquette, il s'agit de Françoise Deniau qui conduira la liste "Unis pour Yvetot". Selon l'INSEE, **entre 2016 et 2023, la ville d'Yvetot a enregistré une perte de 450 habitants** avec une population qui s'établit aujourd'hui à 11 438 personnes.

- [Yvetot](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Les élections municipales chez vous



VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un

Élections municipales 2026. Statu quo ou alternance à Sotteville-lès-Rouen ? Voici les forces en présence

7-9 minutes

Candidatures d'Alexis Ragache et Alexis Vernier, liste Horizons, absence du RN... Comment les municipales se préparent à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) ?

Sur le même thème

[La France Insoumise \(LFI\)](#)

[Municipales 2026](#)

[Parti Socialiste \(PS\)](#)



Comment se préparent les élections municipales à Sotteville-lès-Rouen ? (©Montage/Documents transmis)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 1 févr. 2026 à 12h00

En termes de population, c'est la deuxième ville de la [Métropole de Rouen](#) (Seine-Maritime) : [Sotteville-lès-Rouen](#). Maire pendant 10 ans (2014-2024), **Luce Pane (PS)** a passé le flambeau à son premier adjoint **Alexis Ragache** en cours de mandat. Majorité sortante, opposition LFI, Rassemblement national, Horizons... Comment les [élections municipales de mars 2026](#) se profilent dans cette commune de la rive gauche de la capitale normande ? Voici quelques éléments de réponse.

Poursuite du travail engagé pour Alexis Ragache

Alexis Ragache (54 ans) est élu à Sotteville-lès-Rouen depuis 2014, premier adjoint aux solidarités puis à l'urbanisme. Il est également conseiller départemental depuis 2015. Il explique le sens de sa candidature cette fois-ci comme tête de liste, intitulée « Vivre Sotteville » et soutenue par le **PS, Place publique et les communistes**.

« Dans le cadre d'une démarche collective, une liste a été constituée, une liste renouvelée et qui se veut être **représentative du Sotteville d'aujourd'hui**, dans la diversité de ses profils, des quartiers représentés, des générations, etc. , explique le maire sortant. Pour nous il s'agit de poursuivre ce qui a été engagé, la requalification de l'espace Lods (1000 logements, 2500 habitants), la politique éducative, qui passe par la **rénovation progressive de tous les groupes scolaires**, mais aussi les équipements sportifs et culturels. »

Bien que Sotteville soit la deuxième ville de la Métropole, elle n'est pas riche fiscalement, en tout cas moins que d'autres villes de même strate de population. Alors on fait avec les moyens qu'on a, tout en se projetant dans l'avenir. Car quand on fait une opération de requalification comme Lods, et qu'on regarde à le faire dans d'autres secteurs comme place Voltaire ou au complexe Anquetil, c'est des dizaines de millions d'euros d'investissement et cela dessine le visage de la ville pour les prochaines décennies : on ne peut pas se tromper.



Alexis Ragache, maire sortant de Sotteville-lès-Rouen.

(©Document transmis)

Dans l'opposition, le conseiller municipal et métropolitain **Alexis Vernier (LFI)**, dont la liste avait obtenu 27,48 % des suffrages en 2020, a été nommé chef de file du collectif « Ensemble agissons

pour Sotteville », en binôme avec **Julie Godichaud**, collectif soutenu par **La France Insoumise, Les Écologistes, Génération·s et le NPA-A**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Aujourd'hui âgé de 36 ans, Alexis Vernier est ingénieur dans les transports de métier. Depuis un an il est collaborateur parlementaire pour la députée de la 4^e circonscription de la Seine-Maritime **Alma Dufour**. Il explique sa démarche : « Notre collectif, rassemblé autour de valeurs démocratiques, de solidarité et d'écologie, émet des critiques sur la gestion municipale actuelle, nous estimons que ses priorités ne sont pas les bonnes. **Comme refaire sans arrêt la place de l'hôtel de ville**, en mal, qui plus est, on dirait un projet des années 1980. On peut également regretter les choix faits dans la gestion financière : pour réaliser des économies dans un premier temps c'est la culture qui en a pâti, avec la [réduction à deux jours du festival Viva Cité](#), avant le retour à la formule à trois jours. Ou encore le choix fait d'une [école modulaire](#) qui coûte très cher. »

« Nous pensons qu'il y a une attente d'alternance »

L'élusottevillais met en avant ses propres priorités : accent mis sur les jeunes — « **il manque ici une véritable MJC** », constate Alexis Vernier — ; redynamisation des quartiers populaires Buisson et zone verte ; création d'une mutuelle de santé municipale ainsi que d'un centre de santé municipal.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

C'est la même équipe en place depuis des années à quelques révolution de palais près. On sent aujourd'hui que ça manque de souffle et que Sotteville est un peu figée. Nous pensons qu'il y a une attente d'alternance.





Le collectif « Ensemble, agissons pour Sotteville », mené par Alexis Vernier. (©Document transmis)

Du côté du [Rassemblement National](#), le délégué départemental **Douglas Potier** informe « qu'il n'y aura pas de liste RN à Sotteville-lès-Rouen ».

À droite et au centre, **Letycia Ossibi (47 ans)**, membre du parti Horizons, le mouvement d'[Édouard Philippe](#), est en train de constituer une « liste citoyenne ». Elle a déjà été candidates aux élections départementales et législatives. « Ce n'est pas facile de mobiliser les citoyens mais nous avons bien réussi à monter une liste, constituée d'étudiants, d'actifs et de retraités, souligne-t-elle. Dans cette campagne, je veux mettre en avant plusieurs thèmes, à commencer par la sécurité, **véritable fléau dont Sotteville n'est pas épargnée**. Il faut une police municipale plus importante et armée. Je pense également à la sureté, aux voitures mal garées, au stationnement alterné mal respecté, aux pistes cyclables illisibles, bref tous ces petites tracas du quotidien et pour lesquels il faut mettre de l'ordre. »

Je pense également à la santé, je propose la création d'une mutuelle municipale, à la propreté, avec la remise en route de la déchetterie, ou encore la redynamisation du commerce local.



Letycia Obissi, candidate d'une « liste citoyenne ». (©Document transmis)

À l'extrême gauche de l'échiquier politique, il y aura également une candidature de Lutte Ouvrière. La liste intitulée « Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs » sera menée par **Frédéric Podguszer**, ouvrier de l'automobile, [déjà candidat aux élections municipales à](#)

[Rouen en 2020.](#)

« Les élections ne changeront pas nos vies »

« Le camp des travailleurs c'est le camp de celles et ceux qui font tourner la société, qui tentent de vivre de leur travail sans exploiter personne, explique Frédéric Podguszer. Les élections ne changeront pas nos vies mais elles permettent au moins de dire clairement : **nous n'acceptons pas de voir nos conditions de vie et de travail reculer** ; nous refusons l'évolution réactionnaire de la société, **la montée du nationalisme et du racisme qui nous divisent.** »

Nous affirmons que tous les travailleurs, français ou étrangers, en activité, privés d'emploi ou retraités, forment une seule et même classe sociale, seule force capable de s'opposer aux attaques du grand patronat et des dirigeants politiques qui les servent.



Frédéric Podguszer, candidat Lutte Ouvrière. (©Archives/RT/76actu)

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs

Sylvain Auffret

4-5 minutes

« Ensemble pour Sahurs », avec Romain Dubucque comme tête de liste, veut redonner « le dynamisme des villages d'antan » à cette commune de 1 200 habitants de la boucle de Roumare.



Publié: 1 Février 2026 à 21h28 Temps de lecture: 2 min

Après des années dans l'Eure, Romain Dubucque s'est installé à [Sahurs](#) en 2019. « *On cherchait un petit village avec une école, [des commerces](#), on a découvert Sahurs et ça nous paraissait pas trop mal* », se souvient l'homme de 42 ans. « *Aujourd'hui, on est plusieurs à trouver que le village ne ressemble pas à ce qu'on espérait ou attendait. Ça manque d'activités, ça ressemble plus à une [cité-dortoir](#) avec des gens qui ne se connaissent pas* ».

Retrouver le village d'antan

Face à ce constat, celui qui exerce les fonctions de responsable de service technique à Notre-Dame-de-Bondeville a décidé de se présenter aux élections municipales. Il s'est entouré de quelques autres pour « *rechercher l'élan des villages d'antan* ». Leur liste, « Ensemble pour Sahurs », rassemble des habitants, dont le plus jeune est âgé de 32 ans et le plus ancien de 64 ans. L'équipe multiplie les opérations porte-à-porte pour présenter son programme.

Elle souhaite « *redonner de la vie et de la concertation dans le village* », en organisant davantage de manifestations « *pour que les*

gens apprennent à se connaître » ou en « partageant les orientations de la commune au moyen de sondages sur internet.

Pour Romain Dubucque, il revient à la commune d'impulser des initiatives, et non pas à un comité des fêtes ou à une association. Outre l'organisation d'événements et l'amélioration des structures existantes, il projette de revégétaliser le cimetière et la cours d'école et de participer au concours des villes et villages fleuris,

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Hockey. « Soyez sans pitié » : la finale de la Coupe de France avec les supporters des Dragons de Rouen](#)

[Hockey sur glace : à Rouen, les supporters des Dragons ont aussi vibré dans leur antre lors de la finale](#)

[Hockey – Coupe de France : prolongation pour Rech, première pour Schmitt, record pour les Dragons de Rouen...](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Sahurs \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rouen perd un trésor rétro : la boutique « Les Jouets anciens de Caroline » ferme définitivement](#)



Municipales 2026. Les trois oppositions de droite font liste commune, à Eu

Xavier Togni

5-7 minutes

Deux LR (Stéphane Accard et Isabelle Vandenberghe), un ex-RN (Joël Duchaussoy) : trois membres de l'opposition municipale au maire sortant Michel Barbier ont décidé d'unir leurs forces dans une même liste pour les municipales à Eu. Face au candidat officiel de la droite, Robin Devogelaere.



Publié: 1 Février 2026 à 21h17 Temps de lecture: 2 min

Les responsables des trois groupes d'opposition au conseil municipal d'Eu, tous de droite, annoncent qu'ils unissent leurs forces avant même le premier tour des municipales, pour affronter l'équipe du maire sortant Michel Barbier. Isabelle Vandenberghe (Eu c'est vous, 5 élus), Stéphane Accard (Ville d'Eu Dynamique, un élu) et Joël Duchaussoy (Bien vivre à Eu, un élu) présenteront une liste commune de 29 personnes, décrite comme « *sans étiquette* », et baptisée sobrement « Eu Cap sur l'Avenir »

Candidats chacun de leur côté

Pourtant, deux d'entre eux s'étaient déclarés chacun de leur côté. Stéphane Accard, qui sera la tête de cette liste, fut même le premier à sortir du bois, en janvier 2025. Artisan et patron d'un restaurant à Eu, il a été adjoint sous le précédent mandat avant d'être le seul élu de son groupe en 2020. Encarté LR, il a été aussi candidat aux législatives en 2024, au nom de « *l'union de la droite et du centre* », obtenant 22 % des voix à Eu. Joël Duchaussoy, également unique élu de sa liste, avait fait part de ses intentions fin août, mais sans l'investiture du Rassemblement national, qui l'a exclu : les instances départementales du RN apportent leur

soutien, et des représentants, à la liste de Robin Devogelaere (LR-Centre).

« D'accord sur pas mal de choses »

Ces opposants assurent que leur rapprochement n'est pas dû à la difficulté de constituer leurs listes respectives. Ils affirment même qu'elles étaient complètes avant ce rapprochement. *« Comme on se côtoie au conseil et qu'on discute, on s'est aperçu qu'on était d'accord sur pas mal de choses pour la ville, raconte Stéphane Accard. Et puis beaucoup de gens nous demandaient de nous regrouper. Pour la ville, on n'a pas besoin d'étiquette, juste de s'entendre. Après, au niveau national, chacun reprendra sa place. »*

« Ma stratégie a toujours été l'union des droites », poursuit Joël Duchaussoy. « C'est dommage de s'éparpiller, on en a fait les frais la dernière fois », enchaîne Isabelle Vandenberghe, tête de liste en 2020 avant de se rallier au maire sortant Yves Derrien (Stéphane Accard avait été exclu de l'accord) entre les deux tours, sans succès. « Au moins, c'est clair dès le début. On a signé une charte, élaboré un programme commun. »

« D'autres n'ont pas voulu »

Est-ce qu'ils auraient pu aller plus loin ? *« D'autres n'ont pas voulu. »* Le trio cible Robin Devogelaere, qui peut se targuer d'avoir l'investiture LR et Centristes : *« Il s'autoproclame tête de liste, alors qu'il vient de Paris, il découvre la ville. Moi, je suis natif d'Eu, j'en suis à ma quatrième campagne, je connais bien le fonctionnement de la mairie, et j'ai fait plus que lui aux législatives »,* assène Stéphane Accard. *« Chez nous, personne ne prend les autres de haut »,* ajoute Isabelle Vandenberghe.

Selon le trio, leur liste est complète et travaille maintenant sur le programme. Au menu : la santé, la sécurité, la voirie, les animations, la voirie, les finances. *« Mais nous ne ferons pas de promesses irréalisables. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

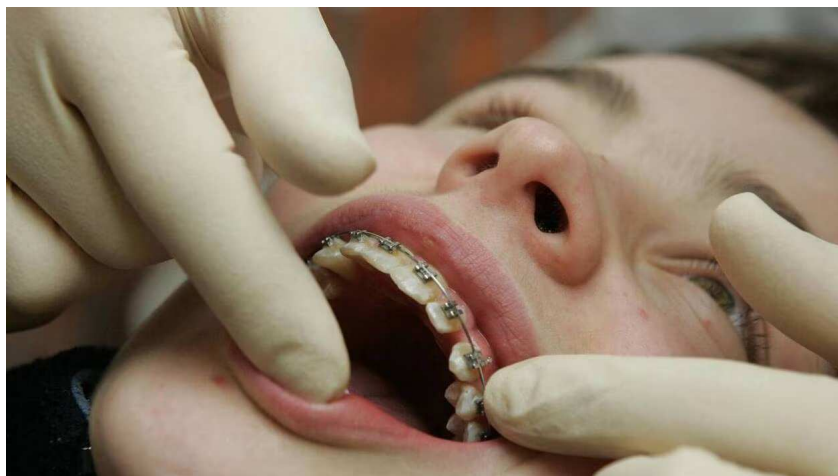
[Vente aux enchères : plus de 240 000 € pour une Alpine de 1971](#)

Suspectée d'avoir confié les soins à ses assistants, une orthodontiste de Rouen poursuivie pour une vaste escroquerie

Ouest-France

7-9 minutes

Une orthodontiste, placée en garde à vue mercredi 28 janvier 2026, a été déférée au parquet de Rouen (Seine-Maritime) vendredi 30 janvier. Elle sera jugée le 5 juin pour escroquerie aggravée et abus de biens sociaux. Elle est suspectée d'avoir fait réaliser des soins médicaux par ses assistants. La Caisse primaire d'assurance maladie estime son préjudice à 2,5 millions d'euros.



Une orthodontiste rouennaise est suspectée d'avoir fait réaliser certains actes à des assistants ou des aides-dentaires qui n'avaient ni les diplômes ni les formations pour. Interpellée, placée en garde à vue puis sous contrôle judiciaire, elle sera jugée le 5 juin 2026.

Illustration | ARCHIVES OUEST-FRANCE /F LAGUET

Publié le 31/01/2026 à 16h07

Une orthodontiste de Rouen (Seine-Maritime) a été déférée au parquet rouennais vendredi 30 janvier 2026. Elle sera jugée le 5 juin prochain, pour escroquerie aggravée et abus de biens sociaux.

1,7 million d'euros de remboursements sur trois ans et 4 500 patients, soit beaucoup plus que dans les autres cabinets du

département où les praticiens exercent seuls : le volume d'activités était tel qu'il en est devenu suspect aux yeux des services de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), ont révélé [nos confrères d'ICI Normandie](#). Une information que nous a confirmée le procureur de la République de Rouen, Sébastien Gallois, dont les services ont été saisis.

Lire aussi : [« La médaille des menteurs » : un père et son fils condamnés pour avoir tenté de voler et escroquer des nonagénaires](#)

Ni diplômes, ni formation adaptée

Cette professionnelle de santé est suspectée d'avoir fait réaliser certains actes à des assistants ou des aides-dentaires qui n'avaient ni les diplômes ni les formations pour. Des actes, comme le changement des élastiques et des fils orthodontiques, le recollage des bagues, les radios ou les prises d'empreintes, que seul le chirurgien-dentiste est habilité à faire.

Des pratiques confirmées par des patients et d'anciens assistants dentaires du cabinet, interrogés par les enquêteurs de la Direction territoriale de la police judiciaire.

250 000 € en espèces découverts chez elle

Au terme de plusieurs mois d'enquête, l'orthodontiste a été interpellée et placée en garde à vue mercredi 28 janvier.

Elle conteste l'escroquerie.

A son domicile, toujours selon nos confrères, les enquêteurs ont saisi 250 000 € en espèces et 100 000 € de montres, sac et bijoux ; 850 000 € ont aussi été saisis sur ses comptes bancaires. Une femme de ménage était présente au moment du passage de la police et s'est révélée être en fait salariée du cabinet.

Placée sous contrôle judiciaire, avec interdiction de sortir du territoire et interdiction de contact avec les témoins-anciens salariés, la praticienne n'a pas d'interdiction d'exercer.

La Caisse primaire d'assurance maladie estime son préjudice à 2,5 millions d'euros.

Chirurgienne orthodontiste poursuivie à Rouen : « La qualité des soins n'a jamais été mise en doute »

Cécile Frangne

5-6 minutes

Poursuivie pour escroquerie aggravée et abus de biens sociaux, la chirurgienne-dentiste orthodontiste rouennaise déférée, vendredi 30 janvier 2026, conteste les faits qui lui sont reprochés.



L'orthodontiste rouennaise est représentée par Maître Joachim Bokobsa et son associée Sophie Obadia. - Photo Joachim Bokobsa



Publié: 31 Janvier 2026 à 18h28 Temps de lecture: 1 min

L'affaire a été [rendue publique](#), vendredi 30 janvier 2026, à l'annonce de son défèrement au parquet de Rouen. Une chirurgienne-dentiste orthodontiste rouennaise est poursuivie pour escroquerie aggravée et abus de biens sociaux. Elle est suspectée d'avoir fait réaliser au sein de son cabinet plusieurs années durant « des actes médicaux par des assistants et aides dentaires non habilités, entraînant des remboursements indus » de la part de la Caisse primaire d'assurance maladie. Un préjudice total évalué par la CPAM à 2,5 millions d'euros.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Flou de la réglementation »

Des infractions que conteste la praticienne par le biais de son avocat, Joachim Bokobsa, inscrit au barreau de Paris. « *Cette affaire se résume à un problème comptable de la part de la CPAM, qui cherche à récupérer des remboursements pour des soins qui ont bien été délivrés aux patients* », affirme-t-il à Paris Normandie. « *Il existe un flou autour de l'état de la réglementation. Or, la CPAM en fait une interprétation très stricte* ».

« La principale préoccupation de ma cliente a toujours été, et reste, la qualité des soins dispensés à ses patients ».

Joachim Bokobsa, Avocat au barreau de Paris

Me Bokobsa l'assure : « *la principale préoccupation de ma cliente a toujours été, et reste, la qualité des soins dispensés à ses patients* ». Or, selon l'ordonnance du juge des libertés et de la détention (JLD), « *la qualité des soins effectués au cabinet n'a jamais été mise en doute au cours de l'enquête* ». Dans sa décision – qui ne « *suit pas l'argumentaire du procureur* » selon l'avocat –, « *le JLD note par ailleurs noir sur blanc que la matérialité des infractions reprochées à ma cliente est susceptible d'être discutées lors de l'audience* », indique-t-il.

Cabinet ouvert

Placée sous contrôle judiciaire « *a minima, avec une simple interdiction de contact avec ses anciens salariés* », la praticienne n'a pas non plus fait l'objet d'une interdiction d'exercer son métier. « *Son cabinet reste ouvert et elle pourra accueillir ses patients dès lundi* », assure son avocat, en attendant son procès, qui se déroulera le 5 juin prochain devant le tribunal correctionnel de Rouen.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Romain Dubucque et ses colistiers veulent réanimer Sahurs](#)

[Hockey. « Soyez sans pitié » : la finale de la Coupe de France avec les supporters des Dragons de Rouen](#)

[Hockey sur glace : à Rouen, les supporters des Dragons ont aussi vibré dans leur antre lors de la finale](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

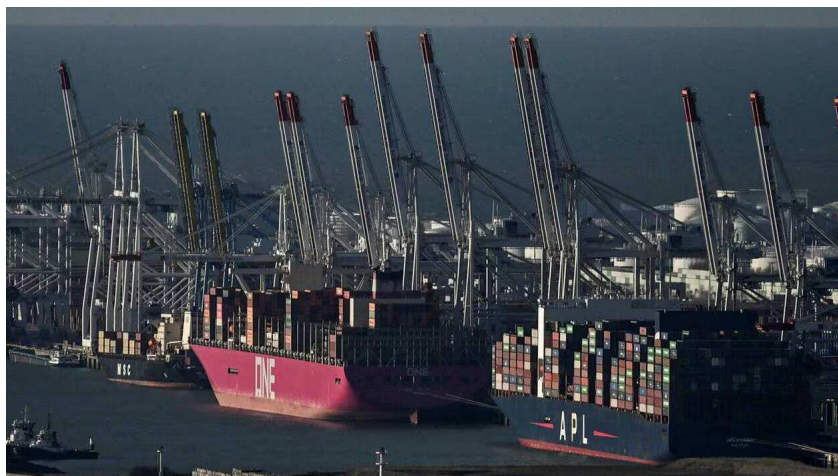
Le narcotrafiquant Abdelkader Bouguettaia, originaire du Havre, condamné à vingt ans de prison

Morgane Déverin avec l'AFP

9–11 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Vendredi 30 janvier 2026, la juridiction interrégionale spécialisée de Lille (Nord) a condamné le narcotrafiquant du Havre (Seine-Maritime), Abdelkader Bouguettaia, à vingt ans de prison et à une amende d'un million d'euros. Il était jugé pour avoir piloté un vaste réseau d'importation de cocaïne via le port du Havre.



Le parquet avait requis neuf et quinze ans de prison dans deux des trois affaires de narcotrafic pour lesquelles Abdelkader Bouguettaia, originaire du Havre (Seine-Maritime) était rejugé à Lille (Nord), en décembre 2025. Photo d'illustration. | MARTIN ROCHE / ARCHIVES OUEST-FRANCE

Modifié le 31/01/2026 à 12h08 Publié le 30/01/2026 à 14h55

Le délibéré est tombé ce vendredi 30 janvier 2026, dans l'après-midi. Incarcéré depuis décembre 2025 au [quartier de lutte contre la criminalité organisée \(QLCO\) de la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe](#) (Orne), Abdelkader Bouguettaia, originaire du Havre (Seine-Maritime), a assisté à la lecture en visioconférence, «sans réaction apparente», précise l'AFP.

Il a été condamné à vingt ans de prison assortis d'une période de sûreté des deux tiers et à une amende d'un million d'euros. [Le parquet avait requis neuf et quinze ans de prison dans deux des trois affaires](#) de narcotrafic pour lesquelles l'homme de 38 ans était jugé à Lille (Nord), devant la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs), du lundi 15 au mercredi 17 décembre 2025.

Un trafic via le port du Havre

Il était alors soupçonné d'être l'un des principaux commanditaires d'un trafic de stupéfiants dans le port du Havre et d'avoir importé des quantités considérables de cocaïne en Europe.

D'après le parquet de Lille, une partie des importations étaient effectuées via «des cargaisons légales de gélatines de bœuf et de lames de bois en provenance d'Amérique du Sud, notamment du Brésil», ou encore «dans un conteneur de miettes de thon sous vide en provenance d'Équateur», rapportent nos confrères.

Lire aussi : [Procès sous très haute sécurité à Lille pour Abdelkader Bouguettaia, un narcotrafiquant havrais extradé de Dubaï](#)

Quant au troisième dossier, pour lequel le Normand avait été condamné à neuf ans de prison en 2023, il a été relaxé. Le parquet n'avait requis aucune condamnation, l'un des procureurs ayant reconnu avoir «un doute» quant à sa culpabilité.

Car Abdelkader Bouguettaia, dit « Bibi », a en effet déjà été condamné en 2022, 2023 et 2024 alors qu'il résidait à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Il était jugé à Lille, en son absence, pour des importations de cocaïne ayant eu lieu entre 2019 et 2021.

Dans ces trois procédures, les investigations ont mené à la saisie de plus de deux tonnes de cocaïne. Les enquêteurs le soupçonnaient d'avoir longtemps coordonné son importation au Havre, avant de rejoindre Dubaï fin 2019, d'où il aurait continué à piloter le trafic.

En juin 2025, la France obtient l'extradition d'Abdelkader Bouguettaia de Dubaï. Dans la foulée, il n'a pas acquiescé à ces condamnations, ouvrant la voie à de nouveaux procès.

Le tribunal correctionnel de Lille s'est donc penché, pendant trois jours, sur trois dossiers distincts pour un total de trois tonnes de cocaïne saisies en 2020 et 2021. Valeur estimée : 92 millions d'euros, selon une des procureurs.

Mise en examen pour un autre dossier

Abdelkader Bouguettaia a par ailleurs été mis en examen en juin à Paris, [dans un autre dossier de narcotrafic](#), notamment pour «importation de stupéfiants en bande organisée en récidive» toujours vers le Havre.

Le parquet de Paris le soupçonne d'être «l'organisateur de l'importation et de (la) logistique» d'un conteneur comportant 2,5 tonnes de cocaïne arrivé au Havre depuis la Colombie.

Narcotrafic : le Havrais « Bibi » condamné à 20 ans de prison et un million d'euros d'amende

~3 minutes

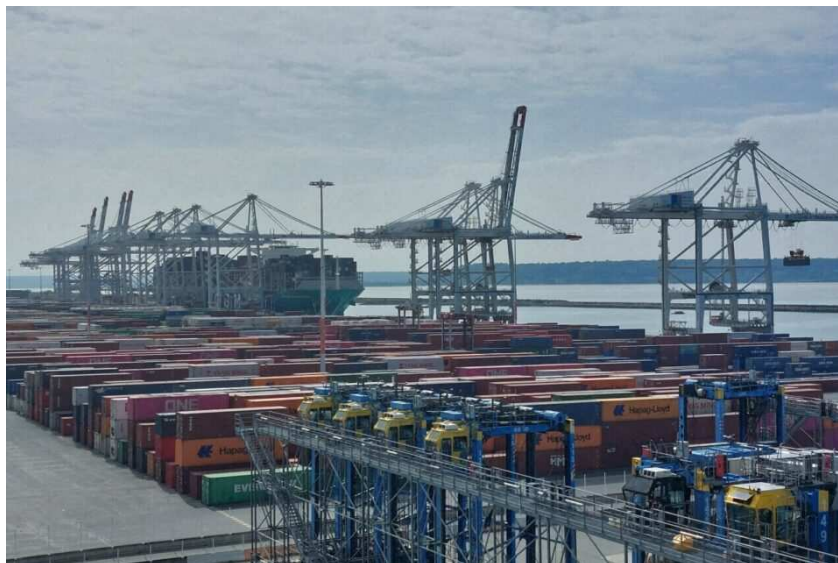
Jugé en décembre à Lille, "Bibi" a été condamné ce vendredi 30 janvier à 20 ans de prison. Il aurait été à la tête d'un trafic de cocaïne dans le port du Havre entre 2020 et 2021.

Sur le même thème

[Cocaïne](#)

[Narcotrafiquants](#)

[Port du Havre](#)



Le Havre est la principale porte d'entrée de la cocaïne en France.
(©Archives MB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 30 janv. 2026 à 16h40

On connaît finalement la peine prononcée contre **Abdelkader B. alias « Bibi »**, 38 ans, accusé d'avoir piloté un **trafic de cocaïne dans le port** du [Havre](#) depuis Dubaï. Le procès à Lille avait duré trois jours, du 15 au 17 décembre 2025. Le parquet avait requis entre 9 et 15 ans de prison avec peine de sûreté des deux tiers.

20 ans de prison

Le Franco-Algérien a été condamné à **20 ans de prison** assortis

d'une période de sûreté des deux tiers, ainsi qu'**une amende d'un million d'euros**. Installé aux Émirats arabes unis depuis fin 2019, « Bibi » comptait déjà deux autres condamnations, en 2022 et 2024, à des peines de 9 et 15 ans de prison pour narcotrafic.

Abdelkader B. a assisté à la lecture du délibéré en visioconférence, sans montrer de réaction.

92 millions d'euros

La France avait obtenu son **extradition en juin 2025** en vue de son jugement à Lille, pour **trois affaires** portant sur un total de trois tonnes de cocaïne saisies en 2020 et 2021, d'une **valeur estimée de 92 millions d'euros**.

Le dossier comprend également six sorties de conteneurs par le port du Havre, soit plus de trois tonnes de cocaïne entrées sur le territoire français.

Lors du procès, « Bibi » a assuré ne pas connaître ceux qui témoignaient contre lui, déclarant que certains voulaient lui faire porter « un chapeau XXL » ou qu'ils devaient confondre avec quelqu'un d'autre portant le même surnom.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Cette peine est susceptible d'appel. Tout justiciable demeure présumé innocent tant que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées

Avec AFP

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen : la chambre de l'instruction vire au cours de droit en pleine audience

Dorothée BRIMONT

4-5 minutes

Devant la chambre de l'instruction de Rouen, les avocats de la défense, des parties civiles et du ministère public ont tenté de comprendre la décision d'un juge des libertés et de la détention. Transformant la salle d'audience en une salle de cours.



L'incendie est survenu dans la maison en arrière de la rue. - Photo d'archives de Paris Normandie



Publié: 2 Février 2026 à 09h06 Temps de lecture: 2 min

Il n'est pas outrancier d'affirmer que, mercredi 28 janvier 2026 à la chambre de l'instruction de Rouen, [le détenu n'a rien compris](#) à ce qui se tramait devant ses yeux. Depuis le box des accusés, il a passé une demi-heure le regard dans le vide à attendre que le temps passe.

À chacun son interprétation

Pendant ce temps, les avocats des parties civiles, l'avocat général

et l'avocat de la défense ont tenté de plaider une décision, voire une non-décision, du juge des libertés et de la détention.

« *Un débat d'experts qui trouvera son issue dans l'ordonnance de mise en accusation qui pourrait être rendu demain matin. Dans ce cas, il sera maintenu automatiquement en détention* », avance l'avocat général. Me Degoutte qui défend les intérêts des victimes tente de comprendre, « *les formalités de règlement d'une affaire font partie de l'instruction.* » Quant à Me Kalfon, avocat de la défense, explique « *j'ai cherché des jurisprudences, je n'en ai pas trouvé.* »

C'est donc à un cours magistral de droit qu'a assisté le mis en examen. La présidente s'adresse à lui pour lui donner la parole en dernier, « *je suppose que vous n'avez pas compris grand-chose.* » L'audience se conclut par un hochement de tête du détenu.

Vers une requalification des faits ?

Il ressort néanmoins une information sur cette affaire. Une possible requalification des faits demandée par le parquet. L'homme est suspecté du [meurtre de sa conjointe](#) survenu dans la nuit du 7 au 8 février 2023 à Yvetot. [L'appartement du couple s'embrase](#) alors que l'homme « *tente de faire sortir de son apathie sa concubine en brûlant son gilet. Vous déclarez ne pas avoir la volonté de lui donner la mort* », explique la présidente.

Le parquet demande que les faits soient requalifiés en incendie volontaire ayant entraîné la mort. Laissant de côté l'homicide volontaire. Pas d'objection dans la salle. C'est au juge d'instruction de se prononcer en vue d'un procès aux assises.

Lire aussi

[À Yvetot, l'ancien tribunal d'instance pourra-t-il être transformé en logements ?](#)

[Plateau de Caux : 6,8 M€ pour « protéger » le territoire et préparer l'arrivée de nouveaux habitants](#)

[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Yvetot \(Seine-Maritime\), Rouen \(Seine-Maritime\), Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Criquetot-l'Esneval. Cyberharcèlement, réseaux sociaux : ce collège teste le “Permis cyber” pour protéger ses élèves

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

Le collège L'Oiseau Blanc a été retenu pour expérimenter un nouveau dispositif de prévention numérique : le "Permis cyber". Déployé dans l'ensemble des classes de 5^e de l'établissement, ce programme vise à sensibiliser les collégiens aux usages responsables d'internet, aux risques liés aux cybermenaces et aux situations de cyberharcèlement. Il s'inscrit dans une démarche de protection et d'accompagnement des jeunes, considérés comme des publics particulièrement vulnérables face aux dangers du numérique.

Initier aux usages responsables du net

Pensé comme un outil pédagogique, le "Permis cyber" relève d'une démarche éducative et préventive portée par la Gendarmerie nationale, en lien avec les préconisations de l'Education nationale. Destiné aux élèves de 5^e, ce dispositif a pour objectif de leur fournir des repères concrets afin d'adopter des usages responsables du numérique et de savoir réagir face aux situations à risque.

Cyberharcèlement, mots de passe, manipulations : des outils concrets pour les collégiens

La sensibilisation repose sur une mallette pédagogique dédiée, adaptée à l'âge des élèves et à leur environnement scolaire. Elle combine quiz introductif, supports vidéo, échanges interactifs et mise en situation pratique sur tablette. Les thématiques abordées concernent notamment la gestion des mots de passe, les comportements à adopter face aux messages ou provocations, le repérage des manipulations et les démarches à engager en cas de difficulté, comme l'appel au 30 18.



Après une séance de formation et de présentation didactique relative à la prévention du cyberharcèlement et de la cybercriminalité menée par l'adjudant-chef Eric Dietrich, toute la classe de 5ème est mise en situation pratique sur tablette. -
Evelyne Vignals

Le "Permis cyber" remis par les autorités

Ce jeudi matin, la dernière classe de 5^e du collège a commencé la journée par 1h30 d'échanges et de quiz animés par l'adjudant-chef Eric Dietrich. *"Ils sont passionnés et ont des connaissances surprenantes sur le sujet, mais n'ont pas toujours conscience des conséquences de leurs gestes, comme l'envoi de photos".*

Autorités présentes et remise officielle du "Permis cyber"

Les 26 élèves ont ensuite pris place devant les tablettes pour des mises en situation simulant piratage et manipulation, en présence du préfet Jean-Benoît Albertini, du général Eric Delain, de la directrice académique Dominique Fis et du président du département Bertrand Bellanger.

"Il est essentiel de toucher les jeunes dans leurs usages et de leur délivrer un message de liberté, mais toujours de vigilance", souligne le préfet. Dominique Fis rappelle que l'expérimentation lui a été proposée dès juillet, avant que ne soit évoqué le projet de loi interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, *"ce qui montre que tout le monde va dans le même sens."* A l'issue de la séance, tous les élèves se sont vus remettre leur "Permis cyber" par les autorités. Au total, 170 collégiens de L'Oiseau Blanc ont été ainsi sensibilisés, avec l'objectif d'étendre le dispositif à une trentaine d'établissements de Seine-Maritime d'ici la fin de l'année scolaire.



A l'issue de la séance, tous les élèves se sont vu remettre leur Permis Cyber par les autorités présentes. - Evelyne Vignals

Budget 2026 : le gouvernement défend sa méthode face aux accusations “d’économies douteuses” de la droite

Par *Philippine Ramognino*

6–8 minutes

“Un fiasco” et des “milliards d’économies douteuses”. Le rapporteur général de la commission des finances, Jean-François Husson, n’a pas caché son agacement pour qualifier la seconde copie du budget 2026, ce jeudi 29 janvier, lors de la nouvelle lecture du projet de loi de finances au Sénat, avant que celui-ci ne le rejette. Au-delà du fond, le sénateur LR a ciblé la méthode du gouvernement Lecornu, tant sur les estimations d’économies annoncées pour financer les nouvelles mesures qu’au regard du calendrier plus que restreint qu’il s’est fixé. *“Au point que nous examinons ce jeudi un texte transmis par l’Assemblée mardi soir, passé en commission hier et où tout est nouveau, a regretté le rapporteur général. Cela manque de sérieux.”*

Si le gouvernement est bien reparti de la copie du Sénat qui avait adopté sa propre version du texte contrairement à l’Assemblée, *“entre le PLF initial et le texte du 49.3, le déficit budgétaire de l’État est dégradé de plus de 10 milliards d’euros”,* a estimé Jean-François Husson. Pourtant, à la suite du Conseil des ministres ayant validé le recours au 49.3 pour tenter de mettre fin à l’interminable séquence budgétaire le 19 janvier dernier, le gouvernement avait assuré que l’ensemble des nouvelles dépenses annoncées serait compensé pour maintenir le déficit sous la barre des 5 %.

Lire aussi : [Le gouvernement parie sur l’annulation de la mise en réserve des ministères pour faire des économies](#)

Pour ce faire, la ministre de l’Action et des Comptes publics, Amélie de Montchalin, avait notamment indiqué miser sur des économies affectées aux opérateurs et agences de l’État, en mobilisant leur trésorerie. La ministre indiquait également s’apprêter à *“procéder à des mécanismes budgétaires”* pour annuler une partie de la réserve des ministères en mettant *“sous contrainte les*

administrations ”. Des restrictions qui ont été rendues effectives via les amendements déposés par le gouvernement en nouvelle lecture.

“Très concrètement, cela veut dire qu’il y a un milliard et demi d’euros que les ministères pouvaient espérer dépenser, qu’ils ne pourront pas dépenser en 2026”, tentait d’expliquer la ministre. La baisse des dépenses de communication comme celles de la commande publique avait été avancée, quand bien même les dispositifs en question avaient été lancés avant que le gouvernement ne rédige sa nouvelle copie du budget. Le tout restait donc relativement évasif, la ministre ayant assuré que “sur tout ce qui n’est pas le cœur des services publics, nous assumons de faire des économies de fonctionnement, de rationalisation, et d’organisation”, faisant référence à la [mission “État efficace”](#) qui n’a pas encore rendu ses conclusions.

Des économies sur la période de services votés ?

Pour Jean-François Husson, le tout ne s’avère pas lisible. *“Soudainement, je découvre dans les tableaux transmis il y a moins de 48 heures que le mois d’exercice des services votés produirait 1,7 milliard d’économies sans aucune justification, a relaté le rapporteur général. On peut donc annoncer tout et son contraire, mais il n’en sort rien de bon.”* Sur ce point comme sur les autres griefs reprochés, Amélie de Montchalin a tenu à apporter des explications. Elle a assuré que ces économies résultent de l’annulation “de manière anticipée” de 1,6 milliard de crédits au sein des ministères, via l’annulation de leur réserve. *“Effectivement, une partie de cette réserve annulée vient pour certains crédits discrétionnaires de la non-consommation liée aux services votés, mais il serait abusif de dire que c’est l’ensemble des services votés qui amènent à cette annulation”,* a-t-elle assuré.

Lire aussi : [Bercy encadre plus strictement l'ouverture des crédits en attendant un budget pour 2026](#)

Autre incohérence pointée par Jean-François Husson : la coupe dans les crédits de France 2030, qui a finalement été retenue par le gouvernement pour faire des économies. *“Est-ce agile ou fragile de s’opposer si fermement à des économies adoptées au Sénat sur la mission France 2030 avant de les reprendre strictement à son compte ?”,* a tancé le sénateur. Amélie de Montchalin a justifié le changement de posture du gouvernement, qui a finalement retiré 1,1 milliard d’euros du programme, après avoir appris l’évolution du volume de sa trésorerie : *“début janvier, nous avons reçu l’information que l’année n’a pas été terminée avec 3,5 milliards de*

trésorerie excédentaire mais 4,5 milliards. Ce qui veut dire que le programme a un ralentissement par rapport à ses prévisions de dépenses". Ces économies sont alors demandées aux opérateurs chargés de le déployer, tels que l'Ademe ou la BPI.

Efforts demandés aux opérateurs

C'est également sur les opérateurs de manière générale que la ministre a tenu apporter des clarifications. Alors que dans la forme, l'annonce de l'effort qui leur est demandé avait été faite le 19 janvier comme une nouvelle mesure pour rééquilibrer le budget, la ministre a indiqué que *"nous avons effectivement proposé dans le texte initial 2 milliards d'euros d'économies, à quoi nous avons ajouté 400 millions de ralentissement des taxes affectées aux opérateurs"*. Ce à quoi il faut ajouter, de fait, la reprise de trésorerie des opérateurs chargés de France 2030 précédemment mentionnée.

Lire aussi : [Un effort supplémentaire demandé aux ministères dans la nouvelle copie du budget 2026](#)

"Ce que je vous dis avec beaucoup de transparence est que cette méthode, qui consiste à prendre les sujets un par un, avec rigueur et à vous en rendre compte, me semble être nécessaire au pays aujourd'hui pour que nous tenions le fameux 5 % de déficit", a tout de même soutenu en conclusion la ministre. Reste au gouvernement de tenter, pour l'année qui vient, de faire démentir Jean-François Husson. "Ma conviction, Madame la ministre, est que toutes ces mesures censées permettre d'atteindre 5 % de déficit n'ont, à l'heure où je vous parle, pas de réalité concrète", a soutenu le rapporteur général de la commission des finances. Qui table sur le fait que le gouvernement finira par "prendre rapidement des mesures de freinage, massives et brutales, hors de la vue du Parlement".

86 000 fonctionnaires retraités de l'État ont été affectés par des dysfonctionnements dans le paiement des pensions

Philippine Ramognino

3-4 minutes

Par [Philippine Ramognino](#) - 30 janvier 2026 - 2 min de lecture



Interrogée sur les *“dysfonctionnements répétés dans le paiement des pensions des fonctionnaires de l'État”* depuis le changement de système d'information, la ministre de l'Action et des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a donné des précisions ce jeudi 29 janvier lors des questions écrites des parlementaires. Pour rappel, une migration a été amorcée pour que le régime des pensions de retraite ne soit plus administré par le service des retraites de l'État (SRE) mais par le nouveau logiciel de paiement des pensions de la Caisse des dépôts et consignations. Dans un référé daté de 2023, la Cour des comptes alertait d'ailleurs sur les *“risques élevés”* que présentait le projet de mutualisation des systèmes d'information des retraites des fonctionnaires ([voir notre article sur le sujet](#)). Or, *“depuis avril 2025, des erreurs de calcul liées à une mauvaise application des cotisations sociales ont entraîné des retenues indûment prélevées sur les pensions de milliers d'anciens agents publics”*, rappelle la sénatrice LR du Loiret, avant de demander le nombre exact de pensionnés concernés par ces erreurs. Selon la ministre, l'anomalie portant sur

les taux de cotisations sociales, qui a conduit à un trop prélevé de cotisations au titre des mois d'avril et de mai 2025, a concerné environ 86 000 pensionnés. *“Une régularisation de ces dossiers a été réalisée au cours du mois d'octobre permettant le règlement des sommes indûment prélevées aux usagers au titre des échéances d'avril et mai 2025 entre le 7 novembre et la fin novembre pour l'ensemble des personnes concernées”*, ajoute Amélie de Montchalin.



Publié le 30 janvier 2026 · 2 min de lecture

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 178-179 Communes | Une proximité au prix fort



Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté. La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.



Chorus, IA, données : comment l'informatique financière de l'État se projette vers l'avenir

Par Victoria Beurnez

9–11 minutes

L'Agence pour l'informatique financière de l'État (AIFE) fête ses vingt ans. Pour cette date anniversaire, l'agence, qui pilote la transformation numérique de la gestion financière de l'État a organisé, à Bercy, un colloque projeté vers l'avenir, l'évolution de ses missions et le détail de sa feuille de route pour la période 2026 - 2028, finalisée en ce début d'année.

Les nouveaux enjeux liés à cette feuille de route ont été discutés au cours de plusieurs tables rondes, le mardi 27 janvier. Pour rappel, l'Agence, qui est à l'origine de la stratégie informatique financière de l'État, met en œuvre les dispositions de la loi organique relative aux lois de finances (Lolf). *“Des métiers qui, lorsqu'ils marchent bien, sont vus comme le minimum, et lorsqu'ils marchent moins, sont vus comme un gros problème : je dois vous dire pourtant à quel point vous comptez et combien l'écosystème que vous avez déployé est précieux à un État souverain, fort et efficace”*, a résumé la ministre de l'Action et des Comptes publics, Amélie de Montchalin, en introduction de cette journée d'échange.

La feuille de route, que la ministre a également présentée en introduction, s'appuie sur trois piliers, indissociables de ses missions : l'évolution de son logiciel de gestion financière de l'État, Chorus, l'évolution de la plateforme Place pour la commande publique et l'adoption, prochainement obligatoire, de la facturation électronique, qui doit également être pilotée par l'agence.

Trois axes qui se structurent aussi autour d'une volonté, pour Bercy : un meilleur pilotage par la donnée en continuant l'effort de collecte de données financières de qualité.

L'avenir de Place

Plusieurs missions attendent l'AIFE. Première étape, la refonte de la plateforme Place. Cette dernière doit en effet être étendue d'ici

2030, si la loi “simplification de la vie économique” est adoptée, à l’ensemble des établissements publics, dont ceux de santé et les organismes de sécurité sociale. Une mesure qui sera complétée, à terme, par la possibilité de l’ouvrir également aux collectivités locales qui en exprimeraient le souhait.

“On va forcément sur un périmètre incertain, puisqu’on ne sait évidemment pas apprécier finement, à ce jour, si beaucoup de collectivités seront intéressées, ni quelles seront leurs caractéristiques”, développe François Adam, le directeur des achats de l’État (DAE). Cette étape vers “l’État élargi”, comme le nomme le directeur, s’inscrit aussi dans une politique de meilleure récupération de la donnée, en impliquant un maximum d’entités publiques sur Place et donc en embarquant leurs flux. *“On s’attend évidemment à un gros effort de préparation technique, d’adaptation voire à large refonte de Place”*, continue François Adam. En réalité, cette refonte ne part pas de nulle part : en 2024, 650 établissements publics de l’État, 450 établissements publics de santé et 130 organismes de sécurité sociale utilisaient déjà Place.

Lire aussi : [Commande publique : un outil en passe d’être déployé pour simplifier les procédures](#)

Quoi qu’il en soit, ces évolutions à venir impliquent, pour l’AIFE, en coopération avec la DAE sur la période 2026 - 2027, d’étudier finement les contours de cette réforme et de ce qu’elle implique, pour sans doute la mener de 2028 à 2030, selon le calendrier annoncé par le DAE. Existe aussi la volonté d’intégrer Passe-marché, le futur outil dédié à faciliter les procédures des marchés publics. Mais avant de se lancer dans cette refonte, l’AIFE doit aussi mettre un terme au plan de stabilisation de Place, qui a fait les frais de dysfonctionnements techniques et contractuels ces dernières années. D’autant que la plateforme est censée, dès cette année 2026, migrer vers une solution d’hébergement souveraine.

À terme, les évolutions attendues de Place permettront de *“faciliter le suivi des achats sur le périmètre des établissements publics en utilisant les données de la plateforme”*, mais surtout, de gagner du temps en mettant fin à certains systèmes actuels de remontées d’informations, qui se font de manière distincte et *“parfois un peu complexe”*, espère François Adam.

La question de l’IA dans Chorus

Parallèlement, l’AIFE planche sur un autre chantier : l’avenir de son logiciel Chorus. Ce dernier constitue en quelque sorte le cœur du réacteur qui a permis de propulser la Lolf. *“Chorus a permis de*

donner toute sa portée à la Lolf, et de rendre concrète cette nouvelle organisation du budget par destination, par politique publique”, a rappelé Mélanie Joder, directrice du budget. Le logiciel a apporté une “amélioration globale de la chaîne de la dépense, en passant de 38 jours à 16 jours en délai de paiement, le tout avec une meilleure capacité de suivi et un outil commun à quasiment tous”, s’est félicité, de son côté, Guillaume Robert, directeur adjoint des finances publiques.

Lire aussi : [“La Lolf, un outil à réenchanter politiquement”](#)

Chorus, et ses précisément 25 203 utilisateurs des onze ministères, est désormais testé et éprouvé. Le logiciel n’a pour autant pas fini de grandir, et ses nouveaux enjeux ont fait l’objet de l’une des tables rondes tenues lors de cette journée :

Quelles adaptations de l’offre au service des métiers, au sein d’une organisation renouvelée de la chaîne financière ?

Plus récemment, Chorus a notamment appuyé la réforme donnant naissance aux centres de gestion financière, les CGF, qui mutualisent des services facturiers et des centres de services partagés, pour plus de lisibilité dans la chaîne de dépense de l’État. *“Depuis 20 ans, Chorus tient toutes les évolutions de la chaîne financière : il partait du mode classique, avec la séparation ordonnateur/comptable, chacun dans son rôle, jusqu’aux centres de gestion financière aujourd’hui. Les outils arrivent petit à petit à maturité”,* développe Guillaume Robert.

Si les interlocuteurs présents ce jour saluent un travail pertinent et efficace, ils se sont penchés sur les évolutions souhaitables du progiciel. Premier point, une réorganisation de la chaîne de contrôle pour éviter les redondances, qui persistent aujourd’hui. *“Pour pleinement utiliser la capacité de l’outil, nous devons avoir la possibilité de déplacer la chaîne de contrôle : certains ont beaucoup plus de sens en amont qu’en aval, là où ils sont aujourd’hui réalisés par les comptables. Ces réflexions doivent donner une meilleure qualité à la chaîne de dépense”,* poursuit le directeur adjoint.

Lire aussi : [Le système d’information Chorus rentre \(enfin\) dans les mœurs ministérielles](#)

De son côté, Véronique Nativelle, cheffe du contrôle général économique et financier (Cgefi) à Bercy, s’est interrogée sur la question de la donnée. *“Je pense que c’est avec cette question qu’on entre dans le futur de Chorus. Il y a, aujourd’hui, tout un pan de données saisies qui n’est pas récupéré et qui peut nous assurer une meilleure qualité de suivi. Il y a toute une partie immobilisation et stock aujourd’hui négligée : si on n’inventorie pas correctement,*

si on ne valorise pas, on ne peut pas avoir de données de qualité pour la comptabilité.”

Car sans données de qualité, il est plus difficile de travailler avec l'intelligence artificielle, vers laquelle l'AIFE se tourne désormais pour moderniser son outil. *“On ne parle plus de plans sur la comète à ce stade. Depuis des années, on travaille déjà avec l'IA prédictive qui nous a permis d'aller plus loin encore que le contrôle hiérarchisé de la dépense que l'on avait jusqu'ici”*, indique Guillaume Robert.

Repenser les outils actuels

Cependant, les expérimentations menées aujourd'hui par l'Aife sont fondées sur le modèle dit classique de séparation ordonnateur/comptable. L'idée étant donc d'explorer les possibilités en se basant dorénavant sur le modèle actuel des centres de gestion financière, en incluant les nouveaux potentiels de l'intelligence artificielle révélés ces dernières années.

“Je vois très bien ce que pourrait apporter cette technologie en termes de capacité de comparaison, de lecture de pièces justificatives”, admet le directeur adjoint. Les idées avancées évoquent une meilleure détection de la fraude, des incohérences, moins de doublons, de ressaisies... Moyennant, évidemment, une meilleure qualité des données et de leur gestion.

Enfin, dernier chantier de cette feuille de route, mais premier en termes de calendrier, l'Aife est chargée de mettre au point et de déployer le système de facturation électronique, qui sera bientôt obligatoire pour les entreprises et les collectivités. *“On attend de cette réforme des outils d'analyse, une lutte plus efficace contre la fraude et une meilleure connaissance sectorielle. On aura toute notre place à prendre pour rassurer les acteurs, mais dans le secteur public, ce ne sont que des ajustements à Chorus pro : pour l'essentiel, nous sommes en univers connu”*, a précisé Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques. La réforme, qui doit être bouclée d'ici fin 2027, s'inscrit toujours dans cette volonté d'un meilleur pilotage par la donnée : les facturations électroniques permettent en effet un meilleur suivi, géographiquement, sectoriellement aussi.